

(Bⁱⁿ N^o 37.) DÉCRET ROYAL portant organisation de l'administration des ponts et chaussées, et des édifices publics.

Au Château de Napoléonshöhe, le 1^{er} août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, R.

Vu l'article 1^{er} de notre décret du 27 janvier 1809, portant organisation de l'administration des mines, usines, salines, ponts et chaussées ;

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

RÉGLEMENT

Portant organisation de l'administration des ponts et chaussées, et des édifices publics.

Dispositions générales.

ART. 1^{er}. L'administration des ponts et chaussées et l'inspection-générale des édifices publics appartenant tant à l'Etat qu'aux communes, seront réunies à celle des mines et usines dans la personne d'un même directeur-général.

ART. 2. Les Ministres, dans les attributions desquels se trouveront les constructions et ouvrages, feront parvenir leurs ordres y relatifs au directeur-général.

ART. 3. Les ingénieurs des ponts et chaussées, et les fonctionnaires attachés à l'administration feront une division du corps royal des mines et

(Bⁱⁿ. Nr. 37.) Königlichcs Decret, welches die Errichtung einer Verwaltung der Brücken, Landstraßen und öffentlichen Gebäude betrifft.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 1sten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, K.

haben, nach Ansicht des 1sten Artikels Unseres Decrets vom 27sten Januar 1809, wodurch die Verwaltung der Berg-, Hütten- und Salzwerke, so wie der Brücken und Chausséen, errichtet wird ;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen, wie folgt :

V e r o r d n u n g

über die Errichtung einer Verwaltung der Brücken, Chausséen und öffentlichen Gebäude.

Allgemeine Verfügungen.

Art. 1. Die Administration der Brücken und Chausséen und die Oberaufsicht über alle öffentlichen, sowohl dem Staate als den Gemeinheiten zuständigen Gebäude, soll mit der General-Verwaltung der Berg- und Hüttenwerke in der Person desselben General-Directors vereinigt werden.

Art. 2. Die Minister, zu deren Wirkungskreise die jedesmaligen Bauten und Anlagen gehören, werden die darauf Bezug habenden Befehle dem General-Director zugehen lassen.

Art. 3. Alle Brücken-, Chaussée- und gewöhnlichen Baumeister, so wie alle bei der Verwaltung dieser Gegenstände Angestellten, sollen eine Division des im 43sten Ar-

usines mentionné article 43 du décret du 27 janvier 1809 (1).

ART. 4. Il sera établi à Cassel un conseil-général des ponts et chaussées et des bâtimens publics, qui sera composé du directeur-général, d'un inspecteur-général, d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées, de deux architectes présents à Cassel, et d'un secrétaire.

ART. 5. Seront, en outre, adjoints au conseil-général, deux ingénieurs-inspecteurs, principalement employés aux tournées qu'iseront jugées nécessaires.

ART. 6. Il y aura pour les constructions, réparations et l'entretien des ponts, des ports de commerce, des écluses de navigation, des digues et autres ouvrages sur les bords de l'Elbe et du Weser et de leurs affluents, deux ingénieurs hydrotechniques (*Strombaumeister*), dont l'un résidera à Magdebourg, l'autre à Minden.

Ils auront rang d'ingénieurs en chef de 1^{re} classe.

ART. 7. Il y aura un ingénieur en chef des ponts et chaussées et des édifices publics dans chaque département, et un ingénieur ordinaire pour chaque district où il sera jugé nécessaire.

ART. 8. Les places d'inspecteurs des bâtimens militaires sont supprimées; les fonctions de ces inspecteurs seront réunies à celles d'ingénieurs en chef de département.

Attributions du conseil-général des ponts et chaussées.

ART. 9. Le conseil-général des ponts et chaus-

(1) Voyez le décret du 16 avril 1811, qui, en rapportant cet article, réunit définitivement l'administration des canaux, ponts et chaussées, édifices publics, aux attributions du ministère de l'intérieur; et le décret du 9 mai, même année, portant que la perception des droits des ponts, chaussées, etc., restera dans les attributions du ministère des finances.

tikel des Decrets vom 27sten Januar erwähnten königlichen Berg- und Hütten-Corps bilden (1).

Art. 4. Es soll zu Cassel ein Ober-Baurath (das ist: General-Conseil der Brücken und Chausséen, so wie der öffentlichen Gebäude) errichtet werden, und aus dem General-Director, einem General-Inspector, einem Ober-Baurathe (oder Ober-Ingenieur der Brücken, Chausséen und öffentlichen Gebäude), zwei zu Cassel sich befindenden Baumeistern und einem Secretär bestehen.

Art. 5. Außerdem sollen dem Ober-Baurathe noch zwei vorzüglich zu den nöthig gefundenen Reisen zu gebrauchende Bauinspectoren zugeordnet werden.

Art. 6. Zum Baue, zur Wiederherstellung und Unterhaltung der Brücken, Handelshäfen, Schifffahrts-Schleusen, Dämme und anderer Werke an den Ufern der Elbe und der Weser, so wie der darein sich ergießenden Flüsse, sollen zwei Strom-Baumeister bestellt werden, und einer derselben zu Magdeburg und der andere zu Minden wohnen. Sie sollen den Rang von Ober-Ingenieurs der ersten Classe haben.

Art. 7. In jedem Departement soll sich ein Departements-Baumeister (Ober-Ingenieur der Brücken, Chausséen und öffentlichen Bauten) befinden; und in jedem District, wo es nöthig erachtet wird, ein Districts-Baumeister.

Art. 8. Die Stellen der Militär-Bauinspectoren sind abgeschafft; ihre Verrichtungen werden mit denen der Departements-Baumeister vereinigt.

Wirkungskreis und Dienstverhältnisse des Ober-Bauraths.

Art. 9. In dem Ober-Baurathe hat der General-

(1) S. das Decret vom 16ten April 1811, welches, unter Aufhebung dieses Artikels, die Verwaltung der Canäle, Brücken, Landstraßen und öffentlichen Gebäude mit dem Geschäftskreise des Ministeriums des Innern definitiv vereinigt; und das Decret vom 9ten Mai desselben Jahres, welches verordnet, daß die Erhebung der Wege- und Brückengelder u. s. w. in dem Geschäftskreise des Finanzministeriums bleiben soll.

sées et des édifices publics sera présidé par le directeur-général, et en son absence par l'inspecteur-général.

Le conseil donnera son avis sur les projets et plans de travaux, et sur toutes les questions d'art et de comptabilité qui lui seront soumis. Il donnera aussi son avis sur le contentieux de l'administration relatif à l'établissement, règlement et police des moulins, digues, écluses et autres objets du même genre. Il sera nécessairement consulté sur les questions contentieuses qui devront être portées au Conseil d'Etat, ou décidées par les Ministres.

ART. 10. Le conseil s'assemblera deux fois par semaine: les ingénieurs de tout grade qui se trouveront à Cassel, pourront être appelés à cette assemblée; mais ils n'auront que voix consultative.

ART. 11. Le conseil pourra, en outre, être assemblé extraordinairement sur la convocation du directeur-général.

ART. 12. Le procès-verbal des séances sera lu et signé à la séance suivante, et présenté au directeur-général pour être par lui visé, lors même qu'il n'aurait pas présidé.

Fonctions de l'inspecteur-général.

ART. 13. L'inspecteur-général inspectera et surveillera le matériel et le personnel de toute l'administration. Il fera à cet effet les tournées générales et partielles dont il sera chargé par le directeur-général.

ART. 14. Il pourra surveiller et diriger au besoin, sous les ordres du directeur-général, l'exécution des constructions relatives aux ponts, grandes routes,

Director, und in seiner Abwesenheit der General-Inspector, den Vorsitz.

Der Ober-Baurath soll seine Meinung über alle Vorschläge und Pläne zu den verschiedenen Anlagen und über alle ihm vorgelegten, das Technische und das Rechnungswesen betreffenden, Fragen abgeben. Auch soll er in wichtigen Verwaltungssachen, welche die Anlegung, Regulirung und Polizei der Mühlen, Dämme, Schleusen und anderer Anlagen dieser Art betreffen, sein Gutachten abgeben. Er muß nothwendig bei allen Streitfragen zu Rath gezogen werden, welche vor den Staatsrath kommen, oder von den Ministern entschieden werden.

Art. 10. Der Ober-Baurath soll sich zweimal in jeder Woche versammeln. Die zu Cassel sich befindenden Baumeister aller Grade können zu diesen Versammlungen berufen werden; sie haben jedoch bloß eine consultative Stimme.

Art. 11. Der Ober-Baurath kann überdies von dem General-Director noch außerordentlich versammelt werden.

Art. 12. Das Protocoll über jede Sitzung soll bei der nächstfolgenden Versammlung verlesen, unterzeichnet und dem General-Director zur Einsichtsbescheinigung vorgelegt werden; selbst dann, wenn er den Vorsitz nicht geführt hätte.

Dienstgeschäfte des General-Inspectors.

Art. 13. Dem General-Inspector ist die Inspection und Aufsicht über alle Gegenstände der Bau-Administration übertragen, es mögen solche die Sachen oder die Personen betreffen. Zu diesem Ende muß er sich den ihm vom General-Director aufgegebenen allgemeinen und besonderen Dienstreisen unterziehen.

Art. 14. Auch kann derselbe die Aufsicht, und wenn es erforderlich ist, unter den Befehlen des General-Directors die Leitung der Ausführung aller bei Brücken, Land-

édifices publics et domaniaux, ainsi que les ouvrages hydrotechniques de toute espèce.

ART. 15. Les Ministres, dans les attributions desquels se trouveront les constructions et ouvrages indiqués ci-dessus, feront parvenir leurs ordres y relatifs au directeur-général, pour être transmis par lui à l'inspecteur-général, et par celui-ci aux ingénieurs sous ses ordres.

ART. 16. L'inspecteur-général remplacera le directeur-général, en cas d'absence ou d'empêchement dans l'exercice de ses fonctions, autant qu'elles seront relatives au service des ponts et chaussées et des édifices publics.

Fonctions des ingénieurs-inspecteurs.

ART. 17. Les ingénieurs-inspecteurs attachés à l'administration-générale des ponts et chaussées, assisteront aux séances du conseil-général.

Ils pourront être chargés, par le directeur-général, des travaux relatifs aux constructions de toute espèce, ainsi que de ceux qu'exige la comptabilité de cette partie.

Ils prendront connaissance de tout ce qui intéresse l'administration des ponts et chaussées, et des édifices publics, et principalement des objets qui ne sont pas purement techniques.

Ils seront spécialement chargés de surveiller l'entretien des ponts et grandes routes, canaux, fleuves et rivières navigables; la perception des droits de barrière et d'écluses (1), et l'exécution des réglemens relatifs à la police des grandes routes par terre et par eau.

Pour cet effet, ils seront envoyés en tournée par

(1) Voyez les articles 23 à 30 du décret du 22 février 1811, portant règlement pour la perception des droits de chaussées, ponts et barrières.

straßen, öffentlichen und Domonial-Gebäuden vorkommenden Bauten, so wie der Wasserbauten aller Art, führen.

Art. 15. Die Minister, zu deren Wirkungskreis die obengenannten Bauten und Anlagen gehören, werden dem General-Director ihre darauf Bezug habenden Befehle zukommen lassen, damit er solche dem General-Inspector und dieser den ihm untergeordneten Baumeistern zustelle.

Art. 16. Der General-Inspector soll die Stelle des abwesenden oder verhinderten General-Directors in der Ausübung aller seiner auf die Administration der Brücken, Chausséen und öffentlichen Gebäude Bezug habenden Dienstgeschäfte vertreten.

Dienstgeschäfte der Bau-Inspectoren.

Art. 17. Die bei der General-Administration der Brücken, Chausséen und öffentlichen Gebäude angestellten Bau-Inspectoren sollen den Sitzungen des Ober-Bauraths beizuhören.

Der General-Director kann ihnen auf Bauten aller Art sich beziehende Arbeiten, so wie solche, die zur Berichtigung des Rechnungswesens dieses Dienstzweiges erforderlich sind, auftragen.

Sie sollen auf alles, was die Verwaltung der Brücken, Chausséen und öffentlichen Gebäude betrifft, und besonders auf solche Gegenstände, die nicht eigentlich technisch sind, achten.

Insonderheit sollen sie mit der Aufsicht auf die Unterhaltung der Brücken, Landstraßen, Canäle, Flüsse und schiffbaren Ströme, auf die Erhebung der Wege- und Schleusengelder (1), auf die Beobachtung der die Land- und Wasserstraßen betreffenden Polizei-Anordnungen beauftragt seyn.

Zu diesem Ende sollen sie von dem General-Director

(1) S. die Artikel 23 bis 30 des Decrets vom 22ten Februar 1811, eine Verordnung wegen Erhebung des Wege- und Brückengeldes enthaltend.

le directeur-général. Dans ces tournées, ils vérifieront et examineront:

1° L'état des grandes routes, canaux, ponts et écluses;

2° Les progrès des travaux ordonnés;

3° Les indemnités à accorder aux propriétaires sur le terrain desquels les travaux ont dû se faire;

4° Les contraventions aux règlements relatifs à la police des grandes routes.

Ils rendront compte du résultat de leurs tournées au directeur-général, et lui remettront les procès-verbaux dressés sur les lieux.

Fonctions des ingénieurs hydrotechniques.

ART. 18. Les ingénieurs hydrotechniques sont chargés de tous les grands travaux de navigation et d'entretien des canaux, fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs bords et ouvrages d'arts, de même que des digues, écluses et de tout ce qui concerne les travaux à exécuter dans le lit ou sur les bords des fleuves.

ART. 19. Les ingénieurs ordinaires de district pourront être mis à leur disposition par le directeur-général.

ART. 20. Les ingénieurs hydrotechniques ne sont subordonnés qu'au directeur-général.

Ils correspondront avec les préfets, lesquels pourront demander leur avis sur les objets d'un intérêt local, et concourront avec eux à l'exécution et au maintien des règlements relatifs à l'entretien de la navigation, des digues et des travaux à faire dans le lit ou sur les bords des fleuves sur lesquels ils ont l'inspection.

ART. 21. Ils seront, indépendamment des plans et projets à rédiger pour des travaux locaux de chaque département ou district, des projets généraux pour toute l'étendue du fleuve renfermée dans leur

zu Bereisungen gebraucht werden. Auf diesen Reisen sollen sie befunden und untersuchen:

1) den Zustand der Landstraßen, Canäle, Brücken und Schleusen;

2) den Fortgang der befohlenen Arbeiten;

3) die den Eigenthümern, auf deren Grunde die Anlagen statt finden mußten, zu bewilligenden Entschädigungen;

4) die Uebertretung der Straßenpolizei-Verordnungen.

Ueber das Resultat ihrer Reisen sollen sie dem General-Director Bericht abstaten, und ihm die an Ort und Stelle aufgenommenen Protocolle zustellen.

Dienstgeschäfte der Strombaumeister.

Art. 18. Die Strombaumeister sind mit allen großen Schiffbarmachungs-Anlagen und mit der Unterhaltung der Canäle, Flüsse und schiffbaren Ströme, ihrer Leinpfade, Frei-Ufer, so wie Dämme, Schleusen und mit Allem, was die Ausführung der in dem Bette oder auf den Ufern der Flüsse statt findenden Anlagen betrifft, beauftragt.

Art. 19. Der General-Director kann denselben die Districts-Baumeister zu ihrer Disposition überlassen.

Art. 20. Die Strombaumeister sind nur dem General-Director untergeordnet.

Sie unterhalten einen Briefwechsel mit den Präfecten, welche ihr Gutachten über Gegenstände von örtlichem Interesse einzufordern befugt sind, und mit ihnen gleichmäßig auf die Vollziehung und Aufrechthaltung der Verordnungen wachen, welche die Unterhaltung der Schifffahrt und der Dämme, so wie die in dem Bette oder an den Ufern der ihrer Aufsicht anvertrauten Flüsse statt findenden Anlagen, betreffen.

Art. 21. Sie sollen außer den Vorschlägen und Plänen, die sie zum Behufe der örtlichen Arbeiten eines Departements oder Districts zu entwerfen haben, General-Pläne für den ganzen Lauf des Flusses, so weit er in ihrem

inspection, de manière à comprendre, dans les projets généraux, tout les travaux existant et à exécuter, pour du tout faire un système co-ordonné.

ART. 22. Indépendamment de leur correspondance courante avec le directeur-général, ils lui rendront compte, une fois par mois, des progrès de leurs travaux et de tout ce qui intéresse leur service.

Fonctions des ingénieurs en chef de département.

ART. 23. Les ingénieurs en chef de département sont chargés du service des ponts et chaussées, de la construction et de l'entretien des édifices publics, domaniaux et communaux, sous les ordres immédiats des préfets, en tant que ceux-ci ne sont pas en contradiction avec les ordres donnés par le directeur-général.

ART. 24. Ils rédigeront et feront rédiger par les ingénieurs ordinaires, les projets des travaux, les devis des ouvrages, et les détails estimatifs, ainsi que les cahiers des charges d'après les bases approuvées par le directeur-général, et les présenteront au *visa* des préfets.

Ils assisteront aux adjudications, et donneront leur avis sur les conditions du cahier des charges et sur les adjudications qui seront faites.

ART. 25. Ils dirigeront et surveilleront l'exécution des travaux. A cet effet, ils feront au moins deux tournées par an dans l'étendue de leurs départements pour visiter et vérifier les travaux, surveiller les entreprises, reconnaître les projets, et exécuter,

Wirkungskreise begriffen ist, entwerfen und zwar so, daß alle Anlagen, sie mögen nun wirklich da, oder noch auszuführen seyn, darin aufgenommen werden, um ein übersichtliches Ganzes daraus zu bilden.

Art. 22. Außer dem fortwährenden gewöhnlichen Briefwechsel mit dem General-Director sollen sie ihm einmal in jedem Monate über den Fortgang ihrer Arbeiten, und über Alles, was das Interesse des Dienstes betrifft, Bericht erstatten.

Dienstgeschäfte der Departements-Baumeister.

Art. 23. Die Departements-Baumeister sind mit Allem beauftragt, was den Dienst der Brücken und Chausséen, den Bau und die Unterhaltung der öffentlichen, so wie der Domaniale und Gemeinheits-Gebäude betrifft, und zwar unter den unmittelbaren Befehlen der Präfecten, in so weit solche nicht mit den Befehlen des General-Directors im Widerspruche sind.

Art. 24. Sie sollen die Pläne zu den auszuführenden Arbeiten, die General- und Special-Anschläge der Anlagen, so wie die Zuschlags-Bedingungen nach den vom General-Director gebilligten Grundsätzen selbst entwerfen, oder durch die Districts-Baumeister entwerfen lassen. Sie müssen solche dem Präfecten zur Einsicht bescheinigung vorlegen.

Sie sollen den Zuschlags-Verhandlungen beimohnen und ihre Meinung über die Bedingungen des Zuschlags und über den wirklich erfolgten Zuschlag abgeben.

Art. 25. Sie sollen die Ausführung der Arbeiten leiten, und die Aufsicht darüber führen. Zu diesem Ende müssen sie wenigstens zweimal im Jahre die ganze Ausdehnung der Departements, worin sie angestellt sind, bereisen, um von den Arbeiten genaue Kenntniß zu haben, und solche zu untersuchen, die Aufsicht auf die Arbeiten der Unternehmer auszuüben, die gemachten Vorschläge zu prüfen und, in so weit es statt findet, an Ort und Stelle

s'il y a lieu, sur le terrain, les opérations nécessaires pour assurer la formation desdits projets.

ART. 26. Les procès-verbaux de ces tournées seront par eux envoyés au directeur-général, et un double en sera transmis au préfet.

ART. 27. Ils vérifieront et feront vérifier les comptes de tous les travaux exécutés par les ingénieurs ordinaires, les arrêteront provisoirement avec les entrepreneurs, et leur délivreront les certificats nécessaires pour l'obtention des paiements à compte qui leur seront faits sur les mandats des préfets.

ART. 28. Ils tiendront un registre régulier des recettes et dépenses de service dont ils seront chargés. Ils en rendront un compte sommaire par trimestre, et un compte définitif et général à la fin de l'année ou après l'entier achèvement d'une construction.

Nul compte et nul marché d'un entrepreneur quelconque ne pourront être soldés définitivement avant l'expédition de la décharge, sous peine de responsabilité personnelle des préfets ou de quiconque en aurait ordonné le paiement.

ART. 29. Les ingénieurs en chef seront tenus, s'il y a lieu, de remplir les fonctions de l'ingénieur ordinaire dans l'arrondissement de leurs résidences; ils pourront aussi être chargés, ainsi que les ingénieurs hydrotechniques, sur la demande des préfets et sous l'approbation du directeur-général, d'exécuter ou faire exécuter des travaux étrangers à leur service, mais dépendant de l'administration publique.

ART. 30. Ils correspondront avec le directeur-général, les préfets, les autorités locales et les ingénieurs ordinaires.

die, die Ausführung besagter Vorschläge sichernden, Vorarbeiten vorzunehmen.

Art. 26. Die bei diesen Dienststreifen aufgenommenen Protocolle sollen von ihnen an den General-Director, und eine zweite Ausfertigung derselben an den Präfecten eingeschickt werden.

Art. 27. Sie sollen die Rechnungen von allen, durch die Districts-Baumeister ausgeführten, Arbeiten untersuchen lassen, solche vorläufig mit den Unternehmern abschließen, und ihnen die zur Erhaltung von abschlägigen Zahlungen, die ihnen auf die Zahlungsbefehle der Präfecten zu leisten sind, nöthigen Bescheinigungen ertheilen.

Art. 28. Sie sollen über die, bei dem ihnen obliegenden Dienste, vorkommenden Ausgaben ein genaues Buch führen. Alle Vierteljahre müssen sie einen summarischen Rechnungsabschluß einreichen, und am Ende eines jeden Jahres, oder nach völliger Vollendung einer Bauanlage, eine endliche und General-Rechnung ablegen.

Es soll keinem Unternehmer seine Rechnung oder contractmäßige Forderung vollständig ausbezahlt werden, ehe und bevor die Erledigung seiner Rechnung erfolgt ist; und zwar unter persönlicher Verantwortlichkeit des Präfecten, oder desjenigen, welcher die Zahlung angewiesen hat.

Art. 29. Die Departements-Baumeister sollen gehalten seyn, wo solches statt findet, die Dienstgeschäfte der Districts-Baumeister in den Districten ihrer Wohnorte mit zu versehen. Auch können sie, so wie auch die Strombaumeister, auf den Antrag des Präfecten und unter Genehmigung des General-Directors den Auftrag erhalten, nicht in ihrem eigentlichen Wirkungskreise liegende, aber von der öffentlichen Verwaltung abhängige Arbeiten auszuführen, oder ausführen zu lassen.

Art. 30. Sie sollen mit dem General-Director, mit den Präfecten, den Localbehörden und den Districts-Baumeistern einen Briefwechsel unterhalten.

Fonctions des ingénieurs ordinaires, stationnés dans les districts.

ART. 31. Les ingénieurs ordinaires seront chargés, sous les ordres des ingénieurs en chef, de suivre et d'exécuter les travaux des ponts et chaussées, ainsi que les constructions et réparations de toute espèce.

ART. 32. Ils leveront les plans, feront les dessins, toisés et nivellements nécessaires à la formation des projets, et prépareront ou rédigeront les devis et détails estimatifs relatifs à ces projets, et les remettront à l'ingénieur en chef de département, pour être examinés par lui.

ART. 33. Ils auront à correspondre avec les ingénieurs en chef et les autorités locales du lieu où les travaux seront exécutés.

ART. 34. Il est interdit aux ingénieurs d'exécuter d'autres travaux sur les fonds publics (hors les cas d'urgence nés d'événemens imprévus dont ils dresseront procès-verbal) que ceux qui auront été prescrits ou approuvés par l'administration-générale.

Des conducteurs et élèves.

ART. 35. Il sera placé à l'administration-générale, ainsi qu'auprès des ingénieurs de tous les grades, un certain nombre de conducteurs et d'élèves.

Leur nombre et le mode de leur réception au service, ainsi que celui de leur avancement aux places d'ingénieurs, seront fixés par un règlement particulier, dressé par le conseil-général.

Nominations et avancements.

ART. 36. Les ingénieurs ordinaires seront pris de préférence parmi les conducteurs et élèves. Ils seront

Dienstgeschäfte der Districts-Baumeister.

Art. 31. Die Districts-Baumeister sollen unter den Befehlen der Departements-Baumeister beauftragt seyn, auf die bei den Brücken und Chausséen vorfallende Arbeiten, so wie auf Bauten und Reparaturen aller Art Acht zu haben und solche auszuführen.

Art. 32. Sie sollen die Pläne aufnehmen, die Zeichnungen machen, das Ruthenmaaß berechnen, und die zur Verichtigung der Vorschläge nöthigen Nivelirungen besorgen; auch müssen sie die auf diese Vorschläge Bezug habenden General- und Specialanschläge vorbereiten, oder entwerfen. Alles dieses soll von ihnen dem Departements-Baumeister zur Prüfung übergeben werden.

Art. 33. Sie sollen in Briefwechsel stehen mit den Departements-Baumeistern und den Localbehörden des Orts, wo die Arbeiten ausgeführt werden.

Art. 34. Es ist den Baumeistern untersagt, andere als von der General-Verwaltung vorgeschriebene, oder gebilligte Arbeiten auf Kosten der öffentlichen Cassen auszuführen; es sey denn im durch unvorgesehene Ereignisse entstandenen Nothfalle, worüber sie ein Protocoll aufnehmen müssen.

Von den Conducteurs und Eleven.

Art. 35. Bei der General-Verwaltung, so wie bei den Baumeistern aller Grade, soll eine gewisse Anzahl von Conducteurs und Eleven angestellt werden.

Ihre Zahl, die Art ihrer Aufnahme in den Dienst, so wie die ihrer Beförderung zu den Baumeister-Stellen, sollen durch ein besonderes, von dem Ober-Baurathe zu entwerfendes, Reglement festgesetzt werden.

Ernennungen und Beförderungen.

Art. 36. Die Districts-Baumeister sollen vorzüglich aus den Conducteurs und Eleven genommen werden.

nommés par nous sur l'indication du directeur-général et sur le rapport du Ministre des finances.

ART. 37. Les ingénieurs en chef seront pris de préférence parmi les ingénieurs ordinaires. Ils seront nommés par nous sur l'indication du directeur-général et sur le rapport du Ministre.

ART. 38. Il y aura deux classes d'ingénieurs ordinaires et deux classes d'ingénieurs en chef.

La promotion d'une classe à l'autre sera faite par nous sur le rapport du Ministre, motivé par celui du directeur-général.

ART. 39. Les ingénieurs hydrotechniques seront pris de préférence parmi les ingénieurs en chef.

Ils seront nommés par nous sur l'indication du directeur-général et sur le rapport du Ministre.

Traitement, frais de bureau et de tournée.

ART. 40. Le traitement des ingénieurs et autres fonctionnaires de l'administration des ponts et chaussées et bâtiments publics, est fixé ainsi qu'il suit :

Les membres du conseil-général jouiront d'un traitement fixe, savoir :

L'inspecteur-général.....	8000 fr.
L'ingénieur en chef.....	5000
Les architectes, en outre des appointements fixés à leur place, d'un supplément de.....	2000
Les ingénieurs-inspecteurs.....	3000
<i>Les ingénieurs hydrotechniques, en chef, etc.</i>	
Les ingénieurs hydrotechniques, chacun	4000
Les ingénieurs en chef de département, de première classe.....	3000
De seconde classe.....	2500

Sie werden von Uns auf den Vorschlag des General-Directors und den Bericht des Finanzministers ernannt.

Art. 37. Die Departements-Baumeister sollen vorzüglich aus den Districts-Baumeistern genommen werden. Sie werden auf die Anzeige des General-Directors und auf den Bericht des Ministers ernannt.

Art. 38. Es sollen zwei Classen der Districts-Baumeister und zwei Classen der Departements-Baumeister seyn.

Die Beförderung von einer Classe zur andern soll von Uns auf den, auf den Bericht des General-Directors gestützten, Vortrag des Ministers geschehen.

Art. 39. Die Strom-Baumeister sollen vorzüglich aus den Departements-Baumeistern genommen werden.

Sie werden von Uns auf den Vorschlag des General-Directors und den Bericht des Ministers ernannt.

Gehalt, Bureau- und Reisekosten.

Art. 40. Der Gehalt der Baumeister und anderer bei der Verwaltung der Brücken, Chaussées und öffentlichen Gebäude Angestellten ist festgesetzt, wie folgt:
Für die Mitglieder des Ober-Bauraths.

Die Mitglieder des Oberbauraths sollen einen festen Gehalt genießen, als nämlich:

Der General-Inspector 8000 Fr.

Der Oberbaurath 5000 „

Die Baumeister eine Zulage für jeden von . 2000 „

außer dem mit ihrer Stelle verbundenen Gehalte;

Die Bauinspectoren, jeder 3000 „

Für die Strom-, Departements- und Districts-Baumeister u. s. w.

Die Strombaumeister, jeder 4000 Fr.

Die Departements-Baumeister

der ersten Classe 3000 „

der zweiten Classe 2500 „

Les ingénieurs ordinaires de première classe.....	1800
De seconde classe.....	1500

Les conducteurs et élèves ne recevront aucun traitement fixe. Il leur sera alloué, lorsqu'ils seront en activité, des indemnités journalières fixées par le Ministre, sur le rapport du directeur-général et l'avis des ingénieurs en chef de département.

ART. 41. Il sera en outre payé, par le trésor public, aux ingénieurs hydrotechniques, aux ingénieurs-inspecteurs et en chef, ainsi qu'aux ingénieurs ordinaires, des frais de bureau et de tournée, savoir :

Pour frais de bureau.

Aux ingénieurs hydrotechniques, paran.	1500 fr.
Aux ingénieurs en chef sans différence de classe.....	1000
Aux ingénieurs ordinaires, également sans différence de classe.....	200

Pour frais de tournée.

Les ingénieurs hydrotechniques recevront 4 fr. par mille et 6 fr. par jour.

Les ingénieurs en chef et ingénieurs-inspecteurs, 4 fr. par mille et 4 fr. par jour.

Les ingénieurs ordinaires, annuellement la somme de 600 fr. pour l'entretien d'un cheval.

Chaque fois que les ingénieurs en chef ou ordinaires seront chargés de travaux relatifs à des constructions ou réparations à faire à des édifices appartenant à des communes, il leur sera alloué une indemnité journalière, à raison de six francs par jour, s'ils doivent se déplacer; et à raison de quatre francs, si le travail peut être fait dans le lieu de leur domicile.

Die Districts-Baumeister	
der ersten Classe	1800 „
der zweiten Classe	1500 „

Die Conducteurs und Eleven erhalten keinen festen Gehalt. Es soll ihnen, wenn sie sich in Thätigkeit befinden, eine tägliche, von dem Minister auf den Bericht des General-Directors und zufolge des Gutachtens des Departements-Baumeisters zu bestimmende Entschädigung zugestanden werden.

Art. 41. Außerdem soll der öffentliche Schatz den Strom-Baumeistern, Bauinspectoren, den Departements- und Districts-Baumeistern Bureau- und Reisekosten vergüten, nämlich:

Für Bureaukosten

den Strom-Baumeistern, jedem jährlich	1500 Fr.
den Departements-Baumeistern, ohne Unterschied der Classe	1000 „
den Districts-Baumeistern ebenfalls ohne Unterschied der Classe	200 „

Für Reisekosten

sollen erhalten:

die Strom-Baumeister 4 Franken für die Meile, und 6 Franken für den Tag;

die Departements-Baumeister und Bauinspectoren 4 Franken für die Meile, und 4 Franken für den Tag;

Die Districts-Baumeister 600 Franken jährlich für die Unterhaltung eines Pferdes.

Jedesmal, wenn den Departements- oder Districts-Baumeistern Arbeiten, die den Bau oder die Reparatur zum Eigenthume der Gemeinheiten gehöriger Gebäude betreffen, aufgetragen werden, so soll ihnen, wenn sie deshalb ihre Wohnorte verlassen müssen, eine Entschädigung von sechs Franken täglich, und wenn die Arbeit in ihrem Wohnorte vollzogen werden kann, von vier Franken zugestanden werden.

ART. 42. Le traitement fixe, les frais de bureau, ainsi que les indemnités de tournée et celle accordées aux conducteurs et élèves, seront payés sur des états mensuels, conformément à l'instruction du 1^{er} janvier dernier, approuvée par nous.

L'indemnité à la charge des caisses des communes sera payée sur des états certifiés par les ingénieurs en chef, et ordonnancés par les préfets ou sous-préfets.

ART. 43. Il est expressément défendu aux ingénieurs des ponts et chaussées de tous grades, et ce, sous peine de destitution, de porter dans les divers détails estimatifs ou autres comptes qu'ils auront à faire ou à régler, aucun article qui leur serait personnel, ni de recevoir, sous quelque dénomination ou prétexte que ce soit, aucune somme d'argent ou autre objet de valeur, ni de stipuler aucun avantage direct ou indirect, soit avec les communes ou les particuliers intéressés aux constructions et ouvrages dont ils sont chargés, soit avec les ouvriers et artisans travaillant sous leurs ordres.

Retraites et pensions.

ART. 44. Les dispositions de l'article 79 de notre décret du 27 janvier, seront applicables au personnel de l'administration des ponts et chaussées.

Costume.

ART. 45. Le costume des ingénieurs hydrotechniques, ingénieurs en chef et ingénieurs ordinaires sera le même que celui des officiers des mines (1), à l'exception que le collet et les parements de l'habit

(1) Voyez les articles 98, 99 et 100 du décret du 27 janvier 1809.

Art. 42. Der feste Gehalt, die Büreaukosten, so wie die Entschädigungsgelder wegen Reisen, oder solche, die den Conducteurs und Eleven bewilligt werden, sollen auf monatliche Verzeichnisse, zufolge der von Uns genehmigten Instruction vom 1sten Januar d. J. ausbezahlt werden.

Die Entschädigungen, welche aus Gemeinheits-Cassen erfolgen müssen, sollen auf die, von den Departements-Baumeistern bescheinigten und von den Präfecten oder Unterpräfecten mit Zahlungs-Anweisung versehenen Etats ausbezahlt werden.

Art. 43. Den Baumeistern aller Grade ist es, und zwar bei Strafe der Absetzung, verboten, in den Anschlüssen oder Rechnungen, die sie zu machen oder in Ordnung zu bringen haben, irgend einen Posten, der sie persönlich betrifft, aufzunehmen, oder unter irgend einer Benennung oder Vorwande, welcher es auch sey, irgend eine Geldsumme oder sonst einen Gegenstand von Werth zu empfangen, auch sich irgend einen unmittelbaren oder mittelbaren Vortheil, entweder von den Gemeinheiten, oder den, bei den ihnen anvertrauten Arbeiten interessirten, Privatleuten, oder von den unter ihren Befehlen arbeitenden Hanowerkern und Künstlern auszubedingen.

Von der Entlassung und den Pensionen.

Art. 44. Die Verfügungen des 79sten Artikels Unseres Decretes vom 27ten Januar sollen auf das Personal der Administration der Brücken und Chaussées Anwendung finden.

Von der Dienstkleidung.

Art. 45. Die Dienstkleidung der Strom-, Departements- und Districts-Baumeister soll die nämliche seyn, welche für die Vergoofficianten vorgeschrieben ist (1); jedoch mit der Ausnahme, daß Kragen und Aufschläge

(1) S. die Artikel 98, 99 und 100 des Decretes vom 27ten Jan 1809.

seront bleu de ciel; que les boutons seront à l'écusson de nos armes, avec la légende : *ponts et chaussées*, et que les ingénieurs des ponts et chaussées ne porteront point l'ancien habit de mineur, mentionné dans l'article 100 dudit décret du 27 janvier.

Les conducteurs et élèves porteront le même costume sans broderie.

Police.

ART. 46. Dans les occasions où les ingénieurs de même grade et de même classe seraient en concurrence de fonctions, le plus ancien dirigera le travail, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement.

ART. 47. Les fautes graves contre la subordination et l'exactitude du service seront réprimées par une suspension de fonctions que pourra prononcer le directeur-général, et même par la privation de traitement, qui ne pourra excéder six mois, et qui sera prononcée par nous sur le rapport du Ministre.

ART. 48. Les dispositions du titre III de notre décret sur l'administration des mines, seront applicables au service des ponts et chaussées, et des édifices publics.

ART. 49. Nos Ministres des finances, de l'intérieur et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

himmelblau, und die Knöpfe mit Unserm Wappen und der Umschrift: „Brücken und Chaussees“, versehen seyn sollen. Auch sollen die bei den Brücken, Chaussees und öffentlichen Gebäuden angestellten Baumeister nicht das alte Bergmannsleid, dessen im 100ten Art. des besagten Decrets vom 27sten Januar erwähnt ist, tragen.

Die Conducteurs und Eleven sollen dieselbe Kleidung, jedoch ohne Stickerei tragen.

P o l i z e i.

Art. 46. In den Fällen, wo Baumeister desselben Grades und derselben Classe gemeinschaftliche Verrichtungen haben, soll, wenn nicht ein Anderes verfügt worden ist, der Älteste im Dienste die Arbeit leiten.

Art. 47. Schwere Vergehungen gegen die Unterordnung und die Genauigkeit im Dienste sollen durch Suspension von den Dienstverrichtungen, welche der General-Director zu verfügen befugt ist, und selbst durch Entziehung des Gehalts, die jedoch nicht über sechs Monate ausgedehnt, und von Uns auf den Bericht des Ministers ausgesprochen werden soll, geahndet werden.

Art. 48. Die Verfügungen des IIten Titels Unseres Decrets die Verwaltung der Bergwerke betreffend, sind auf den Dienst der Brücken, Chaussees und öffentlichen Gebäude anwendbar.

Art. 49. Unsere Minister der Finanzen, des Innern und des Kriegswesens sind, ein jeder in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin N^o 38.) *DÉCRET ROYAL* portant promulgation d'une Convention entre la Westphalie et la Saxe, concernant les militaires et conscrits déserteurs des deux nations.

Au château de Napoléonshöhe, le 6 août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

La convention dont la teneur suit, conclue à Leipzig le 4^{ts} mai de la présente année, et dont les ratifications ont été échangées à Francfort, au mois de juillet, sera promulguée et exécutée comme les lois de l'Etat et insérée au bulletin des lois.

Donné en notre château royal à Napoléonshöhe, le 6 août, an 1809, de notre règne le troisième.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

CONVENTION.

SA Majesté le Roi de Westphalie, Prince Français, et Sa Majesté le Roi de Saxe, Duc de Varsovie, animés d'un désir égal de raffermir de plus en plus les liens d'amitié et de bon voisinage qui subsistent si heureusement entre elles, ont résolu de conclure une convention pour déterminer et promettre réciproquement l'extradition de tous les militaires et conscrits ou sujets obligés au service militaire, qui pourraient désertir dans le pays ou aux troupes de l'un ou de l'autre Souverain;

(Bin. Nr. 38.) *Königliches Decret*, wodurch die Promulgation einer Convention zwischen Westphalen und Sachsen, in Betreff der desertirenden Militärpersonen und Conscripten, verordnet wird.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 6ten August 1809.

Hieronymus Napoleon, etc.

Die nachstehende Convention, welche in der Zeit vom 24ten bis zum 25ten Mai dieses Jahres zu Leipzig abgeschlossen ist, und deren Ratificationen im Monate Julius zu Frankfurt gegen einander ausgetauscht sind, soll nach Art der Gesetze des Staates verkündigt und zur Vollziehung gebracht, auch in das Gesetzbülletin eingerückt werden.

Gegeben in Unserm königlichen Schlosse zu Napoleonshöhe, am 6ten August 1809, im dritten Jahre Unserer Regierung,

Unterscriben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
unterscriben, Graf von Fürstenstein.

Convention.

Se. königliche Majestät von Sachsen, Herzog von Warschau, und Se. königliche Majestät von Westphalen, französischer Prinz, von gleichem Wunsche belebt, die Bande der Freundschaft und guten Nachbarschaft, welche zwischen Ihnen so glücklich bestehen, noch mehr zu befestigen, haben beschlossen, eine Convention abzuschließen, durch welche die Auslieferung aller und jeder, in das Land oder zu den Truppen des einen oder andern Souverains desertirenden, Militärpersonen und der zu Kriegsdiensten conscripten oder verpflichteten Unterthanen festgesetzt und gegenseitig zugesichert wird.

A cet effet, leursdites Majestés ont nommé leurs commissaires et plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Westphalie, le sieur Chrétien-Guillaume de Dohm, son Conseiller d'Etat, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la cour Royale de Saxe;

Et Sa Majesté le Roi de Saxe, le sieur Gottlieb-Auguste, Baron de Gutschmid, son Conseiller privé de guerre;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont entrés en négociation et convenus, sauf l'approbation de leurs Souverains respectifs, des articles suivants :

ART. 1^{er}. Tout militaire, dans quelque arme qu'il serve, soit national, soit étranger de naissance, qui déserterait des troupes de l'un des deux Souverains sur le territoire ou aux troupes de l'autre, même dans le cas où ces derniers se trouveraient hors de leur patrie, ne sera ni engagé, ni caché, ni aidé dans sa fuite; mais au contraire, dès qu'on pourra s'emparer de sa personne, il sera livré, sans autre réclamation, avec chevaux, armes, effets d'équipement, et tout ce qui aura été trouvé sur lui, à la puissance dont il aura déserté le service.

ART. 2. Toutes les personnes obligées au service par leur serment et leurs devoirs, et nommément les individus employés dans le train, les charrois ou autre service de l'armée, sont comprises dans le nombre des militaires qui doivent être restitués sans réclamation, avec les armes et les chevaux qu'ils pourraient avoir emmenés.

Zu dem Ende haben Höchstgedachte Ihre Majestäten zu Ihren Commissarien und Bevollmächtigten ernannt, nämlich :

Se. königliche Majestät von Sachsen Ihren geheimen Kriegs Rath, Herrn Gottlieb August, Freiherrn von Gutschmid;

und Se. königliche Majestät von Westphalen Ihren Staatsrath, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königl. sächsischen Hofe, Herrn Christian Wilhelm von Dohm.

Dieselben sind, nachdem sie ihre Vollmachten gegenseitig ausgetauscht, in Unterhandlung getreten und, unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer beiderseitigen Souverains, über folgende Artikel übereingekommen.

Art. 1. Es sollen alle und jede, in der Kavallerie, Artillerie, Infanterie, dem Train, oder in welcher Art Waffen es sey, dienende Militärpersonen, es mögen Landesfinder oder Ausländer seyn, welche von des eines Souverains Truppen desertiren und in die Lande oder zu den Truppen des andern Souverains, wenn diese auch außerhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, sich begeben, zu Militärdiensten nicht angenommen, noch verhehlet oder fortgeschafft, vielmehr, sobald man ihrer habhaft werden wird, ohne eine Reclamation abzuwarten, nebst den mitgenommenen Dienstpferden, Montirungs-, Armatur- und Equipagestücken ausgeliefert werden.

Art. 2. Unter vorgedachten desertirenden Militärpersonen, welche, auch ohne vorgängige Reclamation, nebst den mitgenommenen Pferden und Effecten ausgeliefert werden sollen, sind nicht bloß die in Reihe und Glied unter dem Gewehre gestandenen Mannschaften, sondern auch die sonst der Armee mit Eid und Pflicht verwandten Personen mit Inbegriff der, bei der Artillerie und dem sonstigen Fuhrwesen angestellten Knechte zu verstehen.

ART. 3. Les domestiques des officiers qui se sont évadés, seront restitués avec les chevaux et effets, sur la réclamation des régiments ou des autorités civiles compétentes.

ART. 4. S'il arrivait qu'un soldat ou autre personne militaire désertât des troupes de l'un des deux Souverains contractants à celles d'un troisième Souverain, et ensuite de celles-ci dans les pays ou aux troupes chez les enrôleurs de l'autre des deux Souverains contractants, le déserteur serait restitué à l'armée qu'il aurait abandonné en dernier lieu, dans le cas seulement où il existerait un cartel entre ce dernier et le troisième Souverain; au cas contraire, il serait livré à celui des deux Souverains contractants dont il aurait d'abord quitté le service.

ART. 5. Toutes les autorités civiles ou militaires, et particulièrement les commandants des postes situés le long des frontières des deux Etats, seront chargés de veiller avec l'attention la plus scrupuleuse à ce qu'aucun militaire ne puisse s'introduire dans l'un des deux pays; et si, malgré ces précautions, un individu est soupçonné d'avoir déserté des troupes de l'un des deux Souverains contractants, il sera arrêté et, s'il est convaincu, livré avec chevaux, effets, etc. à la plus voisine autorité civile ou militaire de l'autre Etat. Si cette extradition ne peut pas avoir lieu sur-le-champ, l'autorité civile ou militaire devra l'offrir sans délai à l'autorité la plus voisine de l'autre pays, et concerter avec cette dernière le lieu, le jour et l'heure où cette extradition devra se faire.

Si cependant, malgré ces mesures, il arrivait qu'un déserteur parvint à s'introduire furtivement dans l'un des deux pays et à tromper la vigilance des préposés respectifs, soit à l'aide d'un déguisement, soit en exhibant de faux passe-ports, il sera arrêté et livré, dès qu'on l'aura découvert ou qu'il

Art. 3. Auch sollen die entlaufenen Bedienten der Officiere, auf vorgängige Reclamation, den sie reclamirenden Regimentern oder obrigkeitlichen Behörden nebst den, von dergleichen Bedienten etwa mitgenommenen, Pferden und Effecten ausgeliefert werden.

Art. 4. Wenn ein Soldat oder andere Militärperson von den Truppen eines der paciscirenden Souverains zu denen eines Dritten, und von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder sonst zu dessen Truppen oder Werbern desertirt, so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem Dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist, im entgegengeetzten Falle aber dem paciscirenden Souverain, dessen Dienst er zuerst verlassen hat, dieser Convention gemäß, ausgeliefert.

Art. 5. Alle und jede Militär- oder Civil-Obrikeiten, besonders an den Gränzen, sind verpflichtet, auf jede fremde einschleichende Militärperson genau Acht zu haben, bei entstehendem Verdachte, daß dieselbe von den Truppen der andern paciscirenden Macht desertirt sey, sie zu arretiren und, wenn der Verdacht durch Untersuchung begründet wird, sie nebst den etwa entführten Pferden und Effecten, entweder sofort an die nächste Civil- oder Militär- Behörde des andern Staates auszuliefern, oder zur Auslieferung anzubieten und sowohl Ort, als Tag und Stunde zu derselben zu verabreden.

Sollte aber, aller dieser Maaßregeln ungeachtet, dennoch ein Deserteur sich durch Verkleidung oder mittelst falscher Pässe eingeschlichen haben, so wird er, sobald er

aura été réclamé au nom du Souverain dont il aura déserté le service.

ART. 6. Tous les sujets de l'un ou de l'autre Etat, convaincus d'avoir recélé un déserteur, ou de l'avoir aidé dans sa fuite, seront punis par la prison ou d'autres peines plus graves, selon les circonstances; mais si, contre toute attente, un officier oubliait son devoir jusqu'à engager ou cacher un individu qu'il saurait être un déserteur des troupes de l'un des deux Souverains contractants, il serait puni de la manière la plus sévère, et pourrait même être cassé, suivant les circonstances. Si quelqu'un dans l'un ou l'autre pays achète d'un déserteur des chevaux, armes ou autres effets d'habillement ou d'équipement quelconques, ces effets seront saisis par-tout où on les trouvera, et seront restitués au régiment auquel appartient le déserteur, sans que l'acheteur en soit indemnisé; si les effets ne sont pas retrouvés en nature, l'acheteur en paiera la valeur en argent courant, et il devra de plus subir une punition, s'il est prouvé qu'il a su que le vendeur était déserteur.

ART. 7. Tout sujet de l'un et de l'autre pays qui tradeira un déserteur, recevra une gratification de quinze francs cinquante-quatre centimes, ou quatre écus, argent de Saxe, qui lui sera avancée par son Gouvernement.

ART. 8. L'entretien d'un déserteur est fixé, dès le jour de son arrestation jusqu'au jour de l'extradition, à la valeur de $32\frac{3}{4}$ centimes, ou de deux gros, argent de Saxe, et pour un cheval que le déserteur aurait emmené, à six livres d'avoine, huit livres de foin et trois livres de paille par jour. L'avoine, le foin et la paille seront taxés en argent selon le prix courant du lieu où le déserteur aura été arrêté, et le montant des dépenses sera remboursé sur le mémoire exact qui en sera fait.

entdeckt oder reclamirt worden, arretirt und auf die vorgeschriebene Art ausgeliefert.

Art. 6. Diejenigen, welche einen Deserteur zu verhehlen oder ihm forzuhelfen sich unterstehen und dessen überwiesen worden, sollen nach Befinden der Umstände mit Gefängniß oder anderen nachdrücklichen Strafen belegt werden. Sollte aber ein Officier selbst, wider Verhoffen, seine Pflicht so weit vergessen, um einen Deserteur wissentlich anzunehmen oder zu verhehlen, so soll ein solcher Officier deshalb zu scharfer Verantwortung gezogen, auch nach Befinden mit dem Verluste seiner Stelle bestraft werden.

Wenn Jemand in dem einen oder anderen Lande von einem Deserteur Pferde, Montirungs-, Armatur- und Equipagestücke an sich gekauft hat, so sollen solche überall, wo sie gefunden werden, weggenommen, und dem Regimente, zu welchem der Deserteur gehört, wieder zugestellt werden, ohne daß der Käufer deshalb eine Entschädigung erhält. Sollten dergleichen Effecten bei dem Käufer in Natur nicht mehr gefunden werden, so soll derselbe ihren Werth in Gelde bezahlen, auch noch besonders bestraft werden, wenn bewiesen wird, daß er wissentlich von einem Deserteur gekauft habe.

Art. 7. Demjenigen Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll zu fernerer Aufmunterung eine Gratification von vier Thalern sächsisch Geld, oder funfzehn Franken vier und funfzig Centimen, gereicht, und diese von dem ausliefernden Theile vorgeschossen werden.

Art. 8. Vom Tage der Arretirung an bis zur erfolgenden Auslieferung ist jeder auszuliefernde Mann mit zwei Groschen sächsisch. oder $32\frac{3}{4}$ Centimen, und jedes von ihm mitgebrachte Pferd mit sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu, und drei Pfund Stroh täglich zu verpflegen. Der Hafer, so wie das Heu und Stroh, sind nach dem an dem Orte der Aufbewahrung marktgängigen Preise anzuschlagen, und über den gesammten Verpflegungsaufwand ist eine richtige Liquidation zu fertigen.

ART. 9. L'extradition des hommes déserteurs, des chevaux, ainsi que de tous les effets que le déserteur aura emportés avec lui, ou qu'on aura pu retrouver comme il est dit article 6, sera faite aussitôt que possible et au plus tard dans les quinze jours, après qu'on aura répondu à l'offre faite de l'extradition. Le Gouvernement qui livrera le déserteur, le fera transporter au lieu le plus proche de l'autre Etat, ou à celui dont on sera convenu, et où l'autorité devra recevoir le déserteur et les effets, et rembourser en même temps les frais d'entretien liquidés selon l'art. 8, de même que la gratification avancée, spécifiée en l'art. 7.

L'une des parties donnera une attestation de l'extradition du déserteur et de ses effets, et l'autre donnera quittance du paiement des frais liquidés.

ART. 10. Dans aucun cas, et sous quelque prétexte que ce puisse être, on ne pourra réciproquement demander aucun autre remboursement de frais quelconques, que ceux ci-dessus spécifiés, quand bien même il arriverait que le déserteur aurait été engagé par ignorance, et aurait reçu quelque payement, ou occasionné des frais par son arrestation ou son transport.

ART. 11. Il n'est permis, à qui que ce soit, de poursuivre un déserteur dans les pays de l'autre des Souverains contractants, sans être muni d'une réquisition écrite et expédiée en due forme par ses supérieurs. Mais celui qui en présentant cette réquisition, réclamera, soit par écrit, soit verbalement, l'assistance d'une autorité civile ou militaire, devra être aidé par celle-ci de toute manière dans la poursuite du déserteur. Lorsque tout un détachement aura été expédié à la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, il devra s'arrêter sur la frontière, et dès que le déserteur l'aura franchie, il ne pourra être poursuivi jusqu'à la ville, bourg, bailliage ou village

Art. 9. Die Auslieferung, wobei zugleich die Pferde und alle Sachen, welche bei dem Auszuliefernden gefunden, oder nach Art. 6 wiedererlangt worden, zu übergeben sind, soll so schnell als möglich und längstens binnen vierzehn Tagen, vom Eingange der nach Art. 5 zu erwartenden Antwort, erfolgen und von Seiten der ausliefernden Macht soll der Deserteur zufolge Artikel 5 nach dem nächsten oder dem, in Gemäßheit der getroffenen Uebereinkunft verabredeten, Gränzorte gebracht werden, allwo von Seiten des andern Theils die Uebernahme erfolgt, und wobei die nach Artikel 8 liquidirten Verpflegungskosten, so wie die nach Artikel 7 etwa zu bezahlen gewesene Gratification, sofort wieder zu ersetzen sind. Ueber die richtige Ablieferung eines Deserteurs und seiner Effecten erhält der Abliefernde eine Bescheinigung, und eben so der Empfangende eine Quittung über die richtige Zahlung der liquidirten Kosten.

Art. 10. Außer den obengedachten Kosten soll ein Mehreres unter keinerlei Vorwande, wenn auch gleich ein solcher auszuliefernder Mann aus Unwissenheit unter desjenigen Souverains Truppen, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, gezoffener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst heißen mag, gefordert werden.

Art. 11. Niemand soll einen Deserteur in des andern Paciscenten Lande, ohne schriftliche Requisition oder offene Steckbriefe von seinem Obern, verfolgen, bei deren Vorzeigung aber jede Obrigkeit zu des Deserteurs Arrestirung, auf gebührendes Anmelden, es geschehe mündlich oder schriftlich, hülfreiche Handleistung zu thun verbunden seyn. Wenn aber einem oder mehreren Deserteurs durch ein Commando nachgesetzt würde, so soll bei Erreichung der Gränzen des andern Souverains dieses Commando nicht ganz, sondern nur ein oder höchstens zwei Mann von demselben, welche mit einem Passe oder militärischer Ordre versehen seyn müssen, in die Stadt, Fleck

que par un ou deux hommes, munis d'un passeport ou ordre militaire, pour réclamer son extradition auprès de l'autorité civile ou militaire du lieu, sans qu'ils puissent se permettre aucune voie de fait contre lui.

ART. 12. Lorsqu'un déserteur aura commis un crime, ou s'en sera rendu complice après sa désertion, les faits seront examinés et le crime puni dans le pays, et selon les lois du pays où le crime aura été commis.

Si ce crime est d'une nature grave, par exemple, meurtre, rapine, ou tout autre qui entraîne peine de mort ou de prison à vie, l'extradition ne pourra avoir lieu; mais, si le délit n'entraîne qu'une peine temporaire, le déserteur sera livré dès qu'il aura subi son jugement, et les frais de son entretien, pendant le temps de l'instruction de son procès et celui de son emprisonnement, ne seront point remboursés. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, le cheval que le déserteur aurait emmené, ou les effets qu'il aurait emportés avec lui, seront livrés sur le-champ.

ART. 13. Pour ce qui concerne les sujets des deux hautes parties contractantes déjà engagés effectivement, lors de cette convention dans le service militaire de l'un ou de l'autre des deux Souverains, ils auront le libre choix de retourner dans leur patrie ou de rester dans le service où ils se trouveront engagés; mais ils devront se déclarer d'une manière précise, dans les trois mois au plus tard après la publication de cette convention. Un congé absolu sera délivré, sans délai, à tous ceux qui déclareront vouloir retourner dans leur patrie; mais ceux qui préféreront rester dans le service où ils se trouveront, seront soumis, par rapport à leur démission, aux lois de l'Etat qu'ils serviront alors.

ART. 14. Lorsque des sujets du Royaume de Westphalie soumis à la loi de la conscription mili-

ten, Amt oder Dorf den Deserteur verfolgen, sich aber an denselben keinesweges vergreifen, sondern es sofort der Garnison oder Miliz des Ortes oder der Obrigkeit melden.

Art. 12. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt oder daran Theil gehabt haben, wird hiermit festgesetzt, daß alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie verübt worden, zu untersuchen und den dasigen Gesetzen gemäß zu bestrafen sind. Hat ein Deserteur in dem anderen Lande ein grobes Verbrechen, z. B. Raub, Mord, oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnißstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen verübt, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im Gefängniß gewesen ist, werden keine Unterhaltungskosten vergütet. Das Pferd oder andere Effecten, welche ein solcher Deserteur etwa mitgenommen hat, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. 13. Was die Unterthanen beider Theile betrifft, welche jetzt bei Abschluß dieser Convention wirklich in dem Militärdienste des einen oder des andern Souverains sich befinden, so soll denselben die Wahl freistehen, entweder in ihr Vaterland zurückzukehren, oder in dem Dienste, worin sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen drei Monaten nach der Publication gegenwärtiger Convention dieweilfalls bestimmt erklären.

Denjenigen, welche in ihr Vaterland zurückkehren wollen, soll der Abschied unweigerlich ertheilt werden; diejenigen aber, welche in dem Dienste, worin sie sich befinden, zu bleiben vorziehen, sind in Rücksicht ihrer Entlassung den Gesetzen desjenigen Staates, dem sie dienen, unterworfen.

Art. 14. Wenn Unterthanen des einen Souverains, welche entweder nach der im Königreiche Sachsen jetzt bestes-

taire ou des sujets du Royaume de Saxe, obligés au service militaire selon les lois existantes, ou celles qui pourraient être établies dans la suite, soit par la conscription, soit de toute autre manière, se rendront dans le pays ou aux troupes de l'autre Souverain, ils seront livrés sur la réclamation de l'autorité civile ou militaire compétente de l'un des deux états, à l'autorité civile ou militaire compétente de l'autre, et il sera observé, à l'égard de cette extradition, tout ce qui est prescrit par la présente convention, pour l'extradition d'un déserteur militaire.

Les deux Souverains promettent mutuellement de n'accorder aucun asile ou séjour dans leurs Etats, à des individus compris dans les cas susmentionnés, et d'ordonner à toutes les autorités que cela concerne, de répondre de la manière la plus prompte et la plus satisfaisante à toutes les réclamations qui seront faites à ce sujet. Toutes les autorités qui se rendraient coupables de quelque négligence à cet égard, et tous les sujets respectifs qui recéleraient chez eux des personnes réclamées, ou favoriseraient leur fuite ultérieure, seront punis d'une manière proportionnée au délit.

ART. 15. La présente convention sera obligatoire à compter du 1^{er} du mois d'août de l'année courante 1809, et en conséquence tous les militaires, conscrits ou sujets obligés au service, qui, après cette époque, quitteront les armées ou les pays de leurs Souverains, seront livrés réciproquement de la manière qui y est prescrite.

ART. 16. Cette convention est soumise à une révocation dépendante de la volonté des deux hautes parties contractantes, à la charge de s'en prévenir une année d'avance.

ART. 17. Immédiatement après l'échange des ratifications des deux Souverains, cette convention sera imprimée et publiée par l'autorité publique, de

henden oder künftig, es sey durch Conscription oder sonst zu treffenden Einrichtung zum Kriegsdienste verpflichtet, oder der im Königreiche Westphalen eingeführten Conscription unterworfen sind, sich in die Länder des andern Souverains oder unter desselben Truppen begeben, so sollen dieselben, auf erfolgte Reclamation der competenten Civil- oder Militärbehörde des einen Staates, an die competente Civil- oder Militär- Behörde des andern sofort ausgeliefert werden, und es soll mit dieser Auslieferung gerade eben so gehalten werden, wie es wegen Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist. Beide Souverains versprechen sich ausdrücklich, dergleichen Unterthanen keinen Aufenthalt noch Zuzucht in ihren Ländern zu gestatten, vielmehr allen ihren Landesbehörden, die es angeht, gemessenst zu befehlen, den ergangenen Reclamationen in solchen Fällen auf das Schnellmögliche zu genügen, und alle diejenigen Obrigkeitlichen, welche sich hierunter eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Reclamirten bei sich verbergen oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. 15. Die Gültigkeit dieser Convention soll vom ersten Tage des Monats August dieses Jahres 1809, ihren Anfang nehmen, und mithin sollen diejenigen Militärpersonen, Conscriptirte, oder zum Kriegsdienste verpflichtete Unterthanen, welche nach dieser Zeit desertiren oder sich aus den Staaten des einen pacificirenden Souverains in die des andern begeben, in der vorgeschriebenen Art wechselseitig ausgeliefert werden.

Art. 16. Die Aufkündigung dieser Convention steht zwar beiden Souverains frei, doch wollen sich dieselben ein Jahr vorher davon benachrichtigen.

Art. 17. Diese Convention wird in beiderseitigen Ländern in den beiden Sprachen, worin sie abgefaßt ist und deren beider Text als Original angesehen werden soll,

la manière usitée dans l'un et l'autre pays, tant en français qu'en allemand (le texte des deux langues étant regardé comme original), et il sera prescrit à tous les sujets, et particulièrement à toutes les autorités à qui il appartient, de se conformer exactement à toutes ses dispositions, dès le jour fixé dans l'article 15.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et confirmée par les Souverains contractants dans trois semaines, à compter de la signature d'aujourd'hui, ou plus tôt, si faire se peut, et immédiatement après, ces ratifications seront échangées entre les deux plénipotentiaires.

En foi de quoi, nous soussignés commissaires et plénipotentiaires avons signé la présente convention, faite en double, de nos mains, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Leipzig, le $\frac{2}{5}$ mai 1809.

Signé, CHRÉTIEN-GUILLAUME DE DOHM.

Signé, GOTTLIEB-AUGUSTE, BARON DE
GUTSCHMID.

(Bⁱⁿ N^o 39.) DÉCRET ROYAL portant des dispositions nouvelles sur les droits à percevoir pour le débit des journaux par la voie de la poste (1).

Au Château à Napoléonshöhe, le 10 Août 1809.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu l'article 11 de notre décret du 31 octobre 1808, portant règlement sur l'administration des postes;

(1) Voyez les articles 48 à 52 du décret du 30 septembre 1810, portant une nouvelle organisation de l'administration des postes.

sosort nach erfolgter Auswechselfung der Ratificationen beider Souverains unter öffentlicher Autorität auf die in jedem Lande übliche Art gedruckt und bekannt gemacht werden, und soll dabei allen Unterthanen und besonders allen Civil- und Militär-Beörden, welche es angehet, aufgegeben werden, sich von der im Artikel 15 bemerkten Zeit an, nach dem Inhalte dieser Convention überall auf das Genaueste zu richten.

Art. 18. Die gegenwärtige Convention wird von beiden contrahirenden Souverains drei Wochen, vom Tage der heutigen Unterzeichnung an gerechnet, oder noch früher, wenn es geschehen kann, ratificirt und genehmigt, und sollen hierauf die beiderseitigen Ratificationen zwischen den Bevollmächtigten gegen einander ausgemesselt werden.

Zu dessen Urkund und Beglaubigung haben Wir beiderseitige Commissarien und Bevollmächtigte diese Convention in zwei gleichlautenden Ausfertigungen eigenhändig unterschrieben und mit Unsern Petschaften versiegelt.

So geschehen den $\frac{2}{5}$ sten Mai 1809.

Unterschrieben, Christian Wilhelm von Dohm.

Unterschrieben, Gottl. Aug. Baron v. Gutschmid.

(Bⁱⁿ. Nr. 39.) Königliches Decret, welches neue Vorschriften wegen der für den Absatz der Zeitungen und Zeitschriften den Posten zukommenden Gebühren enthält (1).

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 10ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des 11ten Art. Unseres Decrets vom 31sten October 1808 über die Verwaltung der Posten, auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes,

(1) S. die Artikel 48 bis 52 des Decrets vom 30ten September 1810, eine neue Organisation der Verwaltung der Posten betreffend,

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'article 11 de notre décret du 31 octobre 1808, ne sont applicables qu'aux gazettes et journaux contenant des nouvelles politiques (*politische Zeitungen*), aux feuilles d'avis (*Intelligenzblätter*), en tant que les uns ou les autres s'impriment une ou plusieurs fois par semaine.

ART. 2. Les journaux littéraires (*gelehrte Zeitungen*) quelconques, quel que soit le nombre de feuilles, ainsi que tous les écrits périodiques (*Monatschriften, Zeitschriften*), qui paraissent une ou deux fois par mois, ou à des époques plus éloignées l'une de l'autre, et en cahiers de plus de deux feuilles entières, continueront d'être débités tant par les libraires que par la poste, et celle-ci ne sera autorisée à percevoir, en sus du prix d'achat, les sommes fixées par notre décret du 29 décembre dernier, que pour les exemplaires à l'égard desquels on se sera abonné à la poste.

ART. 3. Notre Ministre des finances, du commerce et du trésor, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bⁱⁿ N^o 39.) DÉCRET ROYAL qui attribue aux juges-de-peace de Brunswick la connaissance des contraventions aux droits de consommation, commises pendant les foires de cette ville.

Au Château de Napoléonshöhe, le 10 août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 120 de notre décret du 15 février

nach Anhörung Unseres Staatsraths, verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Bestimmungen des 11ten Artikels Unseres Decrets vom 31sten October 1808 sind nur auf politische Zeitungen und Intelligenzblätter anwendbar, in so fern jene oder diese einmal oder mehrmals in jeder Woche gedruckt werden.

Art. 2. Alle gelehrten Zeitungen, welches auch die Zahl der Blätter sey, in welchen sie erscheinen, so wie alle Monats- oder Zeitschriften, welche ein- oder zweimal des Monats oder in größern Zeiträumen und in Heften von mehr als zwei ganzen Bogen erscheinen, können fortwährend, sowohl von den Buchhändlern, als von der Post, abgesetzt werden, und letztere soll nur in Ansehung derjenigen Exemplare, für welche bei ihr abonniert worden, befugt seyn, diejenigen Procente über den Einkaufspreis zu erheben, welche Unser Decret vom 29sten December v. J. bestimmt hat.

Art. 3. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schazes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterscriben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
unterscriben, Graf von Fürstenstein.

(Bⁱⁿ. Nr. 39.) Königliches Decret, welches den Friedensrichtern zu Braunschweig aufträgt, während der Meßzeit über Uebertretungen, die Consumtionssteuer betreffend, zu erkennen.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 10ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des 120sten Artikels Unseres Decrets vom 15ten Februar 1809, die Erhebung der Cons.

dernier sur les droits de consommation, portant que les fraudes ou contraventions en cette matière, dans le cas où l'amende pécuniaire dépasse soixante-quatorze francs, sont du ressort des tribunaux de district;

Considérant que dans la ville de Brunswick cette disposition ne serait point applicable durant le temps de la foire, parce que le tribunal de ce district siège à Wolfenbüttel;

Sur le rapport de notre Ministre de la justice,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er}. Les juges-de-peace de la ville de Brunswick connaîtront, chacun dans leur canton respectif, de toutes les contraventions aux droits de consommation, commises pendant les foires de cette ville, quel que soit le montant de l'amende à infliger, pourvu qu'il n'ait pas été commis d'actes de violence du ressort du tribunal correctionnel.

Les jugements qu'ils rendront seront provisoirement exécutoires, et sauf l'appel.

ART. 2. Nos Ministres de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

sumptionssteuer betreffend, welcher verordnet, daß die Unterschleife und Uebertretungen in dieser Materie, in dem Falle, wenn die Geldstrafe vier und siebenzig Franken übersteigt, für die Districts-Tribunale gehören sollen;

in Erwägung, daß in der Stadt Braunschweig diese Verfügung während der Messzeit nicht zur Ausführung würde kommen können, weil das Tribunal dieses Districts zu Wolfenbüttel seinen Sitz hat;

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen, wie folgt:

Art. 1. Die Friedensrichter der Stadt Braunschweig sollen, jeder in seinem Canton, wegen aller Uebertretungen des Gesetzes über die Consumptionssteuer, welche sich während der Messzeit in dieser Stadt zutragen möchten, erkennen, wie hoch sich auch der Betrag der anzusetzenden Geldbuße belaufen mag, sobald diese nur nicht mit Gewaltthätigkeiten verknüpft waren, als in welchem Falle sie vor das Corrections-Tribunal gehören.

Die Erkenntnisse, welche sie erteilen werden, sollen vorläufig vollzogen werden, jedoch mit Vorbehalt der Appellation.

Art. 2. Unsere Minister der Justiz und der Finanzen sind, ein jeder in so weit es ihn angehet, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin N^o 40.) DÉCRET ROYAL *qui accorde aux anciens commissaires aux ventes le droit de faire les ventes publiques de meubles, en concurrence avec les huissiers, en se conformant aux dispositions du Code de procédure.*

Au Château de Napoléonshöhe, le 17 août 1809.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu l'article 573 du code de procédure civile (1),

Sur le rapport de notre Ministre de la justice,
Notre Conseil d'Etat entendu,
Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er} Dans les communes où il se trouve encore d'anciens commissaires aux ventes, ils continueront à faire les ventes publiques de meubles en concurrence avec les huissiers et autres officiers qui en sont chargés, au gré des parties.

A cet effet, lesdits commissaires seront tenus de se conformer aux dispositions du Code de procédure, relatives aux ventes publiques, et de prêter serment pardevant le tribunal de leur district respectif.

ART. 2. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLÉON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(1) Voyez l'article 575 de la loi du 12 mars 1810.

(Bin Nr. 40.) Königlichcs Decret, welches den ehemaligen Auctionatoren das Recht ertheilt, die öffentlichen Möbel-Versteigerungen gleich den Gerichtsboten, unter Beobachtung der in der Prozeßordnung befindlichen Vorschriften, zu halten.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 17ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, rc.

haben, nach Ansicht des 573sten Artikels der bürgerlichen Prozeßordnung (1),

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen :

Art. 1. In den Gemeinden, in welchen sich noch ehemalige Auctionatoren oder Auctions-Commissarien befinden, können dieselben fortfahren, die öffentlichen Versteigerungen der Möbel gleich den Gerichtsboten und andern Beamten, welche damit beauftragt sind, nach dem Willen der Parteien zu halten.

Die besagten Auctionatoren sind jedoch gehalten, die Vorschriften der Prozeßordnung wegen der öffentlichen Versteigerungen zu befolgen, und sich vor den Districts-Gerichten ihrer Wohnorte eidlich verpflichten zu lassen.

Art. 2. Unser Minister der Justiz ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(1) S. den 575sten Artikel des Gesetzes vom 12ten März 1810.

(Bin N^o 40.) DÉCRET ROYAL *qui déclare dette de l'Etat les dépôts judiciaires ou pupillaires versés des caisses publiques dans celles des armées françaises, en 1806 et 1807.*

Au Château de Napoléonshöhe, le 17 août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre de la justice,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

ART. 1^{er} Les dépôts judiciaires ou pupillaires qui, par ordre des anciens gouvernements, avaient été versés ou délivrés aux caisses de l'Etat, ou établissements de banque, et dont les administrateurs de ces caisses et établissements justifieront avoir fait le versement, en 1806 et 1807, aux caisses des armées françaises, sont déclarés dette publique de l'Etat.

La caisse d'amortissement en payera les intérêts à quatre pour cent par an, à compter du jour de la publication du présent décret, et les remboursera conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 14 juillet 1808 sur la dette publique.

ART. 2. Les conservateurs des dépôts ci-dessus mentionnés, sont tenus, dans les deux mois de la publication du présent décret, de faire au directeur-général de la caisse d'amortissement leur déclaration des sommes délivrées par eux aux anciennes caisses de l'Etat ou aux établissements de banque. Ils y joindront les bordereaux et renseignements nécessaires pour constater la nature et le montant des divers articles de dépôts délivrés et non restitués.

(Bin Nr. 40.) Königliches Decret, welches die gerichtlichen und Pupillen-Depositoren, die in den Jahren 1806 und 1807 aus den öffentlichen Cassen an die der französischen Armeen verabfolgt worden sind, als Staatsschuld anerkennt.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 17ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen :

Art. 1. Die gerichtlichen und Pupillen-Depositoren, welche auf Befehl der ehemaligen Regenten an die Staatscassen oder an die Banken eingezahlt oder abgeliefert sind, und von welchen die Verwalter dieser Cassen und Anstalten beweisen können, daß sie solche in den Jahren 1806 und 1807 an die Cassen der französischen Armee verabfolgt haben, werden hiermit für Staatsschulden erklärt.

Die Reichsschulden-Zilgungscasse wird davon die Zinsen, und zwar von dem Tage der Bekanntmachung des gegenwärtigen Decrets an, jährlich zu vier Procent bezahlen. Die Zurückzahlung soll nach Vorschrift des 3ten Artikels des Gesetzes vom 14ten Julius 1808 über die öffentliche Schuld geschehen.

Art. 2. Diejenigen, welchen die Bewahrung der besagten Depositoren anvertrauet war, sollen in den zwei nächsten Monaten nach der Bekanntmachung des gegenwärtigen Decrets dem General-Director der Zilgungscasse die von ihnen an die ehemaligen Staatscassen und Bankanstalten verabfolgten Summen anzeigen, und zugleich die Verzeichnisse und nöthigen Nachweisungen beifügen, aus welchen die Beschaffenheit und der Betrag der verschiedenen Posten, woraus die verabfolgten und nicht zurückgegebenen Summen bestanden, sich ergibt.

ART. 3. Dans le même délai de deux mois, les établissements de banque et les anciens administrateurs des caisses, auxquels lesdits dépôts ont été délivrés, ou les préfets pour eux, si, conformément à l'article 5 de notre décret du 18 mars 1808, les actes et papiers de ces caisses leur ont été remis, transmettront au directeur-général de la caisse d'amortissement les renseignements constatant les dépôts reçus et enlevés de leurs caisses.

ART. 4. Les anciens administrateurs de la ci-devant caisse générale des dépôts et d'assistance à Cassel, y joindront en outre les renseignements des placements qui avaient été opérés par cette caisse, et des communes, établissements ou particuliers sur qui ces placements ont été faits. La gestion, le recouvrement et la remise successive des sommes placées par ladite caisse, appartiendront à la caisse d'amortissement. Elle continuera d'en percevoir les intérêts, ou d'en faire opérer les remboursements, suivant les conditions précédemment établies.

ART. 5. Les conservateurs et administrateurs des anciennes caisses de dépôts sont et demeurent responsables, envers les parties intéressées, des sommes dont ils ne pourraient justifier avoir fait la remise, aux administrations françaises.

ART. 6. Nos Ministres de la justice et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Art. 3. In der nämlichen Frist von zwei Monaten sollen die Bankanstalten und die ehemaligen Verwalter der Cassen, an welche die besagten Depositen abgeliefert sind, oder an ihrer Stelle die Präfecten, wenn zufolge des 5ten Artikels Unseres Decrets vom 18ten März 1808 die Actenstücke und Papiere dieser Cassen ihnen übergeben worden sind, dem General-Director der Tilgungscasse die Nachweisung von den empfangenen und aus ihren Cassen weggenommenen Depositen einsenden.

Art. 4. Die gewesenen Verwalter der ehemaligen General-Depositen- und Hülfscasse zu Cassel sollen überdieß eine Nachweisung von den aus dieser Casse geliehenen Capitalien, so wie das namentliche Verzeichniß der Gemeinden, öffentlichen Anstalten und Privatpersonen, die diese Darlehne erhalten haben, einsenden. Die Verwaltung, Einziehung und allmähliche Rückzahlung der von jener Casse ausgeliehenen Geiber soll von der Tilgungscasse besorgt werden. Diese soll davon die Zinsen erheben und die Capitalien nach den vorhin festgesetzten Bedingungen einziehen.

Art. 5. Die Aufseher und Verwalter der ehemaligen Depositen-Cassen sind und bleiben wegen der Summen, deren Ablieferung an die französischen Behörden sie nicht nachweisen können, den Parteien verantwortlich.

Art. 6. Unsere Minister der Justiz und der Finanzen sind, ein jeder in so weit es ihn angeht, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bⁱⁿ. N^o 41.) DÉCRET ROYAL qui détermine le mode du rachat des corvées non-supprimées, et des redevances foncières (1).

Au Château de Napoléonshöhe, le 18 août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Par notre décret du 23 janvier 1808, nous avons déclaré que les corvées non-supprimées et les droits fonciers conservés, sont essentiellement rachetables de gré à gré, ou d'après le mode qui sera réglé. Les prétentions réciproques, et peut-être exagérées de part et d'autre, ayant rendu jusqu'à présent le rachat de gré à gré difficile et presque inexecutable, nous avons résolu de déterminer sur quel pied le rachat des corvées non-supprimées, et celui de toutes les redevances foncières pourra être forcé par les redevables ;

A l'effet de quoi,

Sur le rapport de notre Ministre de la justice,

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les corvées non-supprimées, ainsi que les cens, dîmes et toutes autres espèces de redevances ou prestations foncières, sous quelque dénomination qu'elles puissent être, qu'elles soient

(1) Voyez 1^o le décret du 7 septembre 1810, contenant de nouvelles dispositions pour faciliter de plus en plus le rachat des dîmes ; 2^o le décret du 1^{er} décembre 1810, portant dispositions particulières pour le rachat ou la vente des prestations et redevances dues aux domaines de l'Etat ; 3^o le décret du même jour, portant suppression de tous chapitres, couvents et autres établissements religieux, article 7 ; et 4^o le décret du 13 avril 1811, concernant le rachat des prestations foncières, faisant partie de successions féodales ou grévées de fidéicommiss.

(Bⁱⁿ Nr. 41.) Königliches Decret, welches die Art und Weise bestimmt, wie die nicht aufgehobenen Dienste und Grundabgaben sollen abgelöst werden können (1).

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 18ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

Durch Unser Decret vom 23ten Januar 1808 haben Wir erklärt, daß die nicht aufgehobenen Dienste und die aufrecht erhaltenen Grundabgaben, entweder vermittelt gültlicher Uebereinkunft, oder nach der von Uns zu bestimmenden Art und Weise, ablösbar seyn sollen ; - da indessen durch die gegenseitigen, von dem einen und andern Theile vielleicht übertriebenen, Forderungen die Ablösung vermittelt gültlicher Vereinbarung bisher sehr erschwert und fast unausführbar gemacht ist ; so haben Wir beschlossen, die Art und Weise zu bestimmen, wie die Pflichtigen den Abkauf der nicht aufgehobenen Dienste, wie auch aller Grundabgaben von den Berechtigten verlangen können ;

Zu dem Ende haben Wir, auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen, wie folgt :

Art. 1. Alle nicht aufgehobenen Dienste, ingleichen die Zinse, Zehnten und alle übrigen Arten von Grundabgaben oder Grundprästationen, unter welcher Benennung sie auch immer vorkommen mögen, sey es nun ; daß

(1) S. 1) das Decret vom 7ten September 1810, welches neue Verfügungen enthält, um die Ablösung der Zehnten mehr und mehr zu erleichtern ; 2) das Decret vom 1sten December 1810, besondere Verfügungen wegen der Ablösung oder des Kaufes der den Staatsdomänen zustehenden Prästationen und Grundabgaben enthaltend ; 3) das Decret desselben Tages, wodurch die Aufhebung aller Capitel, Klöster und anderer geistlichen Stiftungen verordnet wird, Artikel 7 ; und 4) das Decret vom 13ten April 1811, die Ablösung der, der Zehntfolge unterworfenen oder mit der Fideicommiss-Qualität behafteten, Grundabgaben betreffend.

dues par les colonats héréditaires (*Erbmeier*, *Erbleihe*, *Erbenzinsgüter*, etc.) ou par d'autres biens-fonds, pourront être rachetées par les redevables d'après les règles et les conditions suivantes.

ART. 2. Les rentes en argent seront rachetables sur le pied de cinq pour cent, ou de vingt fois leur montant, à moins que le capital ne soit déterminé par les titres.

ART. 3. Les cens et prestations en grains seront évalués sur le prix moyen des mercuriales des chefs-lieux des districts, ou, à leur défaut, sur celui des marchés les plus voisins, pendant les trente dernières années avant l'époque où le rachat sera demandé.

La somme annuelle résultant de ce calcul sera rachetable sur le pied de quatre pour cent, ou de vingt-cinq fois son montant.

ART. 4. Le prix des redevances en volailles, veaux, agneaux, cochons, beurre, fromage, œufs, cire et autres denrées, sera déterminé par les experts dont il sera parlé ci-après (art. 10), sur le prix commun auquel on a coutume d'évaluer ces sortes de denrées pour l'acquit des redevances foncières, sauf les évaluations portées par les titres, coutumes ou réglemens, dans le cas seulement où le redevable aurait l'option de payer en nature ou en argent.

Le rachat sera fait sur le pied de quatre pour

sie von erblichen Colonaten (*Erbmeier*, *Erbleihe*, *Erbenzinsgüter*, etc.) oder von andern Grundstücken entrichtet werden müssen, können von den Pflichtigen unter Beobachtung der nachstehenden Vorschriften und Bedingungen abgelöst werden.

Art. 2. Die Geldzinsen oder Geldrenten werden mit fünf vom Hundert, das heißt durch Erlegung des zwanzigfachen Betrages derselben abgekauft, es sey denn, daß die Größe des Capitals in der ursprünglichen Urkunde bestimmt wäre.

Art. 3. Alle Fruchtzinsen und Fruchtprästationen sollen nach den Durchschnittspreisen, welche aus den an den Districtshauptorten statt gefundenen Marktpreisen hervorgehen, oder im Falle diese sich nicht nachweisen lassen, nach denen der benachbarten Marktplätze abgeschätzt werden, dergestalt, daß bei Festsetzung des Durchschnittes die letzten dreißig Jahre vor demjenigen Zeitpunkte, wo der Abkauf verlangt wurde, zum Grunde gelegt werden.

Die aus dieser Berechnung sich ergebende Summe eines Jahres soll sodann mit vier vom Hundert, das heißt durch Erlegung des fünf und zwanzigfachen Betrages derselben abgelöst werden können.

Art. 4. Der Werth der Abgaben in Federvieh, Kälbern, Lämmern, Schweinen, Butter, Käse, Eiern, Wachs und andern Lebensmitteln soll durch Sachverständige, von denen weiter unten im 10ten Artikel die Rede seyn wird, bestimmt, und dabei der gemeine Preis, nach welchem man die Bezahlung von dergleichen Naturalien, wenn sie als Grundabgaben zu entrichten sind, zu bestimmen pflegt, zum Grunde gelegt werden. Die Preisbestimmungen hingegen, welche über die gedachten Gegenstände in den Urkunden enthalten, oder durch Herkommen oder Verordnungen festgesetzt sind, können nur in dem Falle als Maßstab angenommen werden, wenn dem Pflichtigen die Wahl zusteht, ob er in Natur oder in Gelde bezahlen will.

Jene Abgaben werden mit vier vom Hundert,

Bulletin. Tome IV.

cent, ou de vingt-cinq fois le montant de la redevance.

ART. 5. L'évaluation des corvées non-supprimées sera faite par trois experts pris dans le district où les biens-fonds des corvéables sont situés, et nommés, l'un par les corvéables, et l'autre par les propriétaires des corvées.

La nomination sera faite dans l'espace d'un mois, à compter du jour de la signification de la demande en rachat. Si les parties ne peuvent convenir dans le même délai du troisième expert, il sera nommé par le président du tribunal de district, qui nommera aussi l'expert ou les experts à choisir par les parties, si elles n'ont pas fait leur choix dans ledit délai.

Les frais d'expertise seront à la charge des corvéables; néanmoins ils pourront, pour éviter l'expertise, faire des offres au propriétaire des corvées, et, dans ce cas, si elles ont été refusées, et que le rapport des experts le justifie, tous les frais seront à la charge du propriétaire.

ART. 6. Les experts prendront pour base de l'évaluation des corvées exclusivement dues pour la culture et l'exploitation des terres, l'indemnité juste et proportionnelle due au propriétaire des corvées, en dédommagement des dépenses qu'il sera forcé de faire pour suppléer aux travaux faits jusqu'à présent par corvées.

Quant aux corvées qui sont dues pour autre chose que la culture et l'exploitation des terres, ou qui

d. h. durch Erlegung des fünf und zwanzigfachen Betrages derselben abgekauft.

Art. 5. Die nicht aufgehobenen Dienste sollen von drei Sachverständigen, welche in dem Districte, worin die Grundstücke der Dienstpflichtigen gelegen sind, wohnen müssen, und von denen die Dienstpflichtigen und die Dienstherren jeder Einen zu ernennen haben, abgeschätzt werden.

Die Ernennung dieser beiden Sachverständigen muß binnen einem Monate, von dem Tage der Insinuation des Ablösungsgesuches an gerechnet, geschehen. Können die Parteien in derselben Frist über die Wahl des dritten Sachverständigen nicht einig werden, so soll dieser von dem Präsidenten des Districtsribunals ernannt werden, welcher den oder die von den Parteien zu erwählenden Sachverständigen auch in dem Falle zu ernennen hat, wenn jene innerhalb der erwähnten Frist ihr Wahlrecht nicht ausgeübt haben.

Die Kosten der Schätzung der Sachverständigen fallen den Dienstpflichtigen zur Last. Sollten jedoch diese, um eine solche Schätzung zu vermeiden, dem Dienstherrn Anerbieten gethan, und sollte dieser sie anzunehmen sich geweigert haben; so soll derselbe, wenn nachmals die gemachten Anerbieten durch das Gutachten der Sachverständigen gerechtfertigt werden, sämtliche Kosten allein tragen.

Art. 6. Die Sachverständigen müssen bei Bestimmung des Werthes derjenigen Dienste, welche ausschließlich zum Behufe der Cultur und Benutzung der Grundstücke geleistet werden müssen, die gerechte und verhältnismäßige Schadloshaltung zum Grunde legen, welche dem Dienstherrn gebührt, um denselben wegen der Kosten, die er in Zukunft für die durch Dienste bisher verrichteten Arbeiten aufzumenden wird genöthigt seyn, zu entschädigen.

Was aber solche Dienste betrifft, welche zu einem andern Behufe, als dem der Cultur und Benutzung der Grund-

peuvent être requises pour un autre but, les experts en feront l'appréciation sur le prix commun auquel on a coutume d'évaluer dans le lieu, ou dans le canton ou district, les journées de corvées d'hommes, de chevaux ou de bêtes de trait.

Les experts déduiront toujours dans leur estimation les rétributions en nature (*Pröven*) ou en argent, que les propriétaires étaient tenus de donner aux corvéables d'après les usages reçus.

La somme annuelle résultant de ce calcul sera rachetable sur le pied de quatre pour cent, ou vingt-cinq fois son montant.

Néanmoins les propriétaires des corvées ne pourront exiger le capital dû pour le rachat; son remboursement dépendra uniquement de la volonté des redevables, et jusqu'à ce temps, ils en payeront cinq pour cent.

Cette prestation annuelle sera constituée sur leurs fonds comme une rente, et du jour de sa constitution, les corvées seront abolies.

ART. 7. Le prix du rachat des *dîmes de fruits* sera déterminé ainsi qu'il suit:

On supputera quelle est la valeur du produit brut ou total des terres dont la dîme est due, ce qu'elles peuvent rendre, année commune, dans la proportion de la récolte à la semence, en supposant qu'elles sont cultivées sans travail ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, avec les alternats et assolements d'usage.

stücke, geleistet werden müssen, oder doch zu einem andern Zwecke gefordert werden können; so haben die Sachverständigen deren Werth nach dem gemeinen Preise zu bestimmen, nach welchem in dem Orte, Canton oder District ein Dienst: Tag, welcher mit der Hand, mit Pferden oder mit andern Zugviehe geleistet werden muß, pflegt geschätzt zu werden.

Bei Bestimmung des Werthes der Dienste müssen die Sachverständigen jedesmal die Vergütung, welche der Dienstherr den Dienstpflichtigen in Natur (*Pröven*) oder in Gelde, dem Herkommen nach, zu geben verbunden war, in Abzug bringen.

Die durch jene Berechnung heraus kommende jährliche Summe soll mit vier vom Hundert, d. h. gegen Erlegung des fünf und zwanzigfachen Betrages derselben abkäuflich seyn.

Es sind gleichwohl die Dienstherrn das für den Abkauf zu entrichtende Kapital keineswegs zu fordern berechtigt, sondern dessen Bezahlung hängt lediglich von der Willkühr der Dienstpflichtigen ab, welche bis dahin daß sie dieselbe leisten werden, das gedachte Kapital mit fünf vom Hundert zu verzinsen verpflichtet sind.

Der jährliche Betrag dieser Zinsen soll als eine auf den Grundstücken der Dienstpflichtigen haftende Rente betrachtet werden, und von dem Tage ihrer Entstehung an sollen die Dienste gänzlich aufgehoben seyn.

Art. 7. Der Abkaufspreis der Fruchtzehnten ist auf folgende Art zu bestimmen:

Man berechnet den Werth des rohen (brutto) oder Total: Ertrages derjenigen Ländereien, von welchen der Zehnte gezogen wird, und mittelt zu dem Ende aus, wie viel sie, ein Jahr in das andere gerechnet, nach dem Verhältnisse der Aerndte zur Ausfaat aufbringen können, wobei man aber annimmt, daß sie nicht mit einem außerordentlichen Aufwande von Kosten und Arbeit, sondern landesüblich und nach dem herkömmlichen Feldwechsel bestellt worden sind.

La valeur annuelle de la dîme sera calculée sur la valeur de ce produit, en se réglant, à l'égard du prix des grains, pailles, etc. sur ce qui est déterminé dans les articles 3 et 10.

La somme annuelle résultant de ce calcul sera rachetable sur le pied de quatre pour cent, ou vingt-cinq fois son montant.

ART. 8. Le rachat des dîmes d'animaux (*Fleisch-Blutzehnte*) se réglera d'après les principes établis en l'article 4.

ART. 9. Du montant annuel des rentes en argent, ainsi que de la valeur annuelle des prestations en grains et des dîmes, déterminée d'après les principes énoncés dans les articles 3 et 7, il sera déduit proportionnellement pour la contribution foncière, dans les cas où, conformément aux articles 59 et 60 de la loi du 21 août 1808, une retenue proportionnelle pour ladite contribution est permise, la quote-part qui, dans le courant de l'année du rachat, aura été demandée du revenu net imposable du fonds grévé par les prestations et redevances rachetées.

ART. 10. En cas que les parties intéressées ne puissent convenir du prix du rachat des objets mentionnés dans les articles 4, 7 et 8, l'évaluation en sera faite par trois experts, à l'égard desquels les dispositions de l'article 5 seront observées.

Si les mercuriales des chefs-lieux de districts, ou, à leur défaut, celles des marchés les plus voisins, ne déterminent pas le prix de quelques-uns des objets à racheter, mentionnés dans les articles ci-dessus, les experts feront leur évaluation sur le prix commun.

Der jährliche Werth des Zehnten muß sodann nach dem Werthe des auf obige Weise ausgemittelten Bruttoertrages berechnet, und in Ansehung des Preises der Körner, des Strohes, u. s. w. müssen die Bestimmungen des 3ten und 10ten Artikels beobachtet werden.

Die aus dieser Berechnung sich ergebende Summe soll mit vier vom hundert, d. h. durch Erlegung des fünf und zwanzigfachen Betrages derselben, abgelöst werden können.

Art. 8. In Ansehung der Fleisch- oder Blut-Zehnten sind die im 4ten Artikel aufgestellten Grundsätze zu befolgen.

Art. 9. Von dem jährlichen Betrage der Selbzinse oder Geldrenten, ingleichen von dem, nach den Grundsätzen und Vorschriften des 3ten und 7ten Artikels ausgemittelten, jährlichen Werthe der Fruchtprästationen und Zehnten, soll in den Fällen, wo davon, in Gemäßheit des 59sten und 60ten Artikels des Gesetzes vom 21sten August 1808, ein verhältnißmäßiger Abzug für die Grundsteuer gestattet ist, der Grundsteuer-Betrag, welcher im Laufe des Jahres, wo der Abkauf erfolgte, von dem reinen, steuerbaren Einkommen der mit den abgelöseten Zinsen und Prästationen beschwerten Grundstücke wird gefordert seyn, verhältnißmäßig abgezogen werden.

Art. 10. Sollten die interessirten Theile über den Abkaufspreis der im 4ten, 7ten und 8ten Artikel erwähnten Gegenstände nicht einig werden können, so soll die Ausmittlung desselben von drei Sachverständigen geschehen, in Rücksicht welcher sodann die Bestimmungen des 5ten Artikels befolgt werden müssen.

Wenn die Marktpreise der Districts-Hauptorte oder, in deren Ermangelung, die der zunächst gelegenen Marktplätze den Werth einiger abzulösenden, in den vorstehenden Artikeln gedachten, Gegenstände nicht bestimmen, so haben die Sachverständigen jedesmal solche nach dem gemeinen Preise abzuschätzen.

ART. 11. Pour donner aux propriétaires des corvées et dîmes le temps nécessaire à leurs arrangements, la conversion des corvées en rentes (art. 6), et le rachat des dîmes, ne pourront être demandés par les corvéables que dans le cours du mois de janvier de chaque année. La demande devra être signifiée aux propriétaires desdites redevances par un notaire ou huissier, et la conversion ou le rachat ne pourra avoir lieu, que dans le courant du mois de janvier de l'année suivante.

Quant aux autres prestations et redevances, le rachat n'en sera consommé que deux mois après que les redevables en auront fait signifier la demande aux propriétaires par un notaire ou huissier.

ART. 12. Chaque redevable pourra demander le rachat, ou cumulativement de toutes les redevances et prestations dues, ou séparément pour chacune des espèces de redevances et prestations.

Néanmoins, la conversion en rentes des corvées destinées à la culture ou à l'exploitation des terres ne pourra être requise que par la majorité des corvéables obligés à travailler pour le même domaine (*Gut*), et la minorité sera obligée de s'y conformer. Le capital dû pour le rachat sera distribué entre lesdits corvéables proportionnellement à leurs obligations, et chacun d'eux payera les intérêts de sa quote-part, à titre de rente foncière, comme il est dit à l'article 6.

ART. 13. Quant aux dîmes dues par une commune, le rachat n'en pourra être demandé que par le corps des propriétaires décimables de la commune (*von der ganzen Zehntflur oder zehntpflichtigen Gemarkung*).

Art. 11. Damit die Dienst- und Zehntherren die erforderliche Zeit haben, ihre öconomischen Einrichtungen zu treffen, so sollen die Pflichtigen die Verwandlung der Dienste in Renten (Artikel 6), wie auch den Abkauf der Zehnten nicht eher, als in dem Laufe des Monats Januar eines jeden Jahres nachzusuchen berechtigt seyn. Ihr desfalliges Gesuch muß dem Dienst- oder Zehntherren durch einen Notar oder Gerichtsboten insinuiert werden, und erst in dem Laufe des Monats Januar des nachfolgenden Jahres soll die Verwandlung oder Ablösung statt finden können.

Was hingegen die übrigen Prästationen und Abgaben betrifft, so kann deren Abkauf nicht eher, als zwei Monate nachher, nachdem die Pflichtigen ihr Gesuch dem Berechtigten durch einen Notar oder Gerichtsboten haben insinuiren lassen, vollendet werden.

Art. 12. Jedem Pflichtigen steht es frei, entweder auf einmal den Abkauf sämtlicher, von ihm zu entrichtenden, Abgaben und Prästationen, oder aber abgesondert den Abkauf einer einzelnen Gattung von Abgaben und Prästationen zu verlangen.

Gleichwohl kann die Verwandlung der zum Behufe der Cultur oder Benutzung der Grundstücke zu leistenden Dienste in Renten nur von der Majorität derjenigen Dienstpflichtigen, welche für ein und dasselbe Gut zu arbeiten verpflichtet sind, nachgesucht werden, und die Minorität ist sodann danach sich zu richten verbunden. Das für den Abkauf schuldige Capital soll alsdann unter sämtliche Dienstpflichtige, nach dem Verhältnisse ihrer Verpflichtungen, vertheilt werden, und ein jeder von ihnen hat die Zinsen seines Antheiles als eine Grundrente zu entrichten, wie solches im 6ten Art. festgestellt worden ist.

Art. 13. Was diejenigen Zehnten betrifft, welche von Gemeinden entrichtet werden müssen, so kann deren Abkauf nur vom dem Korpus der zehntpflichtigen Grundstücksbesitzer, d. h. von der ganzen Zehntflur oder zehntpflichtigen Gemarkung gefordert werden.

La majorité des redevables décidera sur le rachat de la dime, et ceux d'entr'eux qui ne pourront ou ne voudront payer leur quote-part du capital dû pour la totalité du rachat, seront tenus d'acquitter aux autres membres de la commune qui auront été obligés de payer pour eux, la dime comme par le passé, ou de leur payer les intérêts, à cinq pour cent, de la portion de capital qui les concernerait pour le rachat de la dime dont ils sont grévés, à moins que le capital employé par le corps des décimables ne soit emprunté à d'autres intérêts. Jusqu'au remboursement du capital, cette rente sera constituée sur leur fonds, comme une rente foncière.

ART. 14. Les redevables, qui racheteront des prestations ou redevances quelconques, seront tenus de payer, avec le capital dû pour le prix de rachat, tous les arrérages échus, y compris le *prorata* dû pour l'année courante.

ART. 15. Jusqu'à ce que le rachat des redevances et prestations, dont il a été parlé dans les articles précédents, ait été consommé, ou que, dans le cas de l'article 6, la rente en argent ait été constituée pour le prix des corvées rachetables, les redevables seront tenus de les acquitter aux propriétaires, comme par le passé.

ART. 16. Les rentes représentatives des corvées non-supprimées seront exigibles jusqu'à leur rachat, par privilège sur les fonds qui y seront assujettis et avant tout autre dette, à l'exception de la contribution foncière.

ART. 17. Pour assurer les droits des créanciers auxquels les redevances ou prestations, dont le mode de rachat vient d'être fixé, pourraient se

Indessen entscheidet die Majorität der gedachten Zehntpflichtigen über den Abkauf, und diejenigen unter ihnen, welche ihren Antheil an der für die vollständige Ablösung des Zehnten schuldigen Capitalsumme nicht bezahlen können oder wollen, sollen gehalten seyn, den übrigen zehntpflichtigen Gemeindegliedern, die für sie haben bezahlen müssen, entweder den Zehnten nach wie vor zu entrichten, oder den Capitalantheil, welchen sie für die Ablösung des Zehnten, womit sie beschwert sind, schuldig sind, mit fünf vom hundert zu verzinsen, es sey denn, daß das von dem Corpus der Zehntpflichtigen zu dem obigen Zwecke verwendete Capital zu einem andern Zinsfuße angeliehen wäre. Bis zur Ablegung des Capitals soll diese Rente auf den Grundstücken derselben als ein Grundzins haften.

Art. 14. Ein jeder Pflichtige, welcher Prästationen oder Abgaben, sie seyen von welcher Art sie wollen, abz lösen will, ist verbunden, mit dem Ablösungscapitale zugleich alle Rückstände, mit Einschluß der nach Verhältniß der Zeit schuldigen Gefälle des laufenden Jahres, zu bezahlen.

Art. 15. Bis dahin, daß der Abkauf der Prästationen und Abgaben, von denen in den vorstehenden Artikeln die Rede gewesen ist, vollendet, oder, in dem Falle des 6ten Artikels, die Geldrente für den Abkaufspreis der Dienste entstanden seyn wird, müssen dieselben von den Pflichtigen nach wie vor den Berechtigten entrichtet und geleistet werden.

Art. 16. Die Bezahlung der Renten, welche an die Stelle der nicht aufgehobenen Dienste treten, soll bis zur Ablösung derselben, vorzugsweise, und vor jeder andern Schuld, jedoch mit Ausnahme der Grundsteuer von den Grundstücken, worauf sie haften, gefordert werden können.

Art. 17. Damit die Rechte der Gläubiger, welchen Abgaben und Prästationen, deren Ablösungsweise oben

trouver hypothéquées, les redevables ne seront tenus d'acquitter le capital dû pour le rachat, à moins que les propriétaires ne justifient, par certificat du conservateur des hypothèques, que lesdites redevances ou prestations n'ont pas été hypothéquées.

A défaut de certificat, et pour pouvoir opérer le rachat, ils seront reçus à en déposer le prix.

ART. 18. Si les corvées ou dîmes affermées avec les terres auxquelles elles sont dues, sont converties en rentes ou rachetées, les fermiers ne pourront déduire, du prix de leur fermage, que le montant de la rente ou les intérêts, à cinq pour cent, du capital acquitté aux bailleurs pour le rachat, à moins qu'ils n'aient mieux quitter la ferme à la fin de l'année du bail.

Néanmoins ils ne pourront faire usage de ce droit, si le prix annuel de la prestation convertie en rente ou rachetée, ne constitue pas au moins le dixième du fermage.

A cet effet, les bailleurs seront tenus de notifier à leurs fermiers, dans la quinzaine, la demande faite par les redevables relativement à la conversion en rentes ou au rachat; sur quoi les fermiers seront obligés de faire leur déclaration dans l'espace de quatre semaines.

ART. 19. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

bestimmt worden ist, zur Hypothek bestellt worden sind, hinreichend gesichert seyn mögen, so sollen die Pflichtigen das für den Abkauf schulbige Capital nicht eher zu bezahlen verbunden seyn, als bis die Berechtigten durch eine Bescheinigung des Hypotheken-Ausschreibers nachgewiesen haben, daß die gedachten Abgaben und Prästationen nicht hypothekarisch versichert sind.

Wird eine solche Bescheinigung nicht beigebracht, so bleibt es den Pflichtigen, um den Abkauf zu Stande bringen zu können, unbenommen, den Preis desselben nieder zu legen.

Art. 18. Wenn die Dienste oder Zehnten zugleich mit den Gütern, zu welchen sie gehören, verpachtet worden sind, und nachher in Renten verwandelt oder abgelöst werden, so sollen die Pächter von dem Pachtgelde nur den Betrag der Renten oder die Zinsen des Capitals, welches den Verpachtern für den Abkauf bezahlt worden ist, und zwar zu fünf vom hundert, abziehen beerechtigt seyn, es sey denn daß sie es vorzögen, die Pachtung am Ende des Pachtjahres gänzlich aufzugeben.

Von dieser letzteren Befugniß können sie jedoch nicht anders Gebrauch machen, als wenn der jährliche Ertrag der in Renten verwandelten oder abgelösten Prästationen nicht wenigstens ein Zehntel des Pachtgelbes beträgt.

Zu dem Ende sind die Verpachter, wenn die Pflichtigen die Verwandlung in Renten oder den Abkauf verlangen, das deshalb ihnen insinuirte Gesuch binnen vierzehn Tagen ihren Pächtern bekannt zu machen verpflichtet, worauf diese innerhalb vier Wochen ihre Erklärung abzugeben haben.

Art. 19. Unser Minister der Justiz ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin N^o 40.) DÉCRET ROYAL, qui fixe pour l'année 1809, les dépenses à la charge des communautés israélites, et détermine les recettes destinées à y faire face.

Au Château de Napoléonshöhe, le 23 août 1809.

JÉRÔME NAPOLÉON, etc.

Vu notre décret du 31 mars 1808, portant établissement d'un consistoire hébraïque, et d'après lequel les dépenses du culte, des écoles et des établissements de bienfaisance propres aux Israélites, doivent être réglées par nous, ainsi que la levée, le recouvrement, l'administration et l'emploi des deniers affectés à ces dépenses;

Sur le rapport de notre Ministre de l'intérieur, Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er}. Les dépenses à la charge des communautés Israélites, tant pour les frais du culte et de l'administration intérieure desdites communautés, que pour les instituts et écoles spécialement affectés aux membres de cette communion, sont fixées, pour l'année 1809, à la somme totale de cent dix-neuf mille cent quarante francs (30,666 thalers 16 gros), et réparties conformément à l'état annexé au présent décret (1).

ART. 2. Les dépenses mentionnées en l'article 1^{er} seront acquittées: 1^o sur les fonds existans et perçus jusqu'à présent au profit du culte et des institutions hébraïques, pour l'éducation de la jeunesse, savoir:

	Fr.	C.	Thal.
Sur les revenus des legs, montant à.....	9,712	50.	2,500
Sur l'un pour cent payé jus-			

(1) Ces dépenses ont été fixées pour l'année 1810, à la somme de 104,297 francs 50 centimes, par décret du 22 août 1810.

(Bin Nr. 40.) Königliches Decret, wodurch die den israelitischen Gemeinden obliegenden Ausgaben für das Jahr 1809 und die Einnahmen festgesetzt werden, womit dieselben bestritten werden sollen.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 23ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht Unseres Decrets vom 31sten März 1808, welches die Errichtung eines israelitischen Consistoriums verordnet und wonach die Kosten des Gottesdienstes, der Schulen und milden Stiftungen der Israeliten, wie auch die Anlage, Erhebung, Verwaltung und Verwendung der für diese Ausgaben bestimmten Gelder von Uns regulirt werden sollen,

auf den Bericht Unseres Ministers des Innern, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Ausgaben, welche von den israelitischen Gemeinden, sowohl zur Deckung der Kosten des Gottesdienstes und der innern Verwaltung dieser Gemeinden, als für die Institute und Schulen ihrer Confession aufzubringen sind, werden für das laufende Jahr 1809 auf 119,140 Gr. (30,666 Rthlr. 16 gGr.) bestimmt, und sollen nach Maassgabe des dem gegenwärtigen Decrete beigefügten Verzeichnisses verwendet werden (1).

Art. 2. Die im 1sten Artikel erwähnten Ausgaben sollen bestritten werden: 1) von den bestehenden und bis auf diesen Zeitpunkt zum Behufe des israelitischen Gottesdienstes und Erziehungswesens erhobenen Einkünften, nämlich:

	Fr.	Ct.	Rthlr.
Einkünfte aus Vermächtnissen	9712	50.	2500
EinProcent von der Aussteuer,			

(1) Diese Ausgaben sind für das Jahr 1810 auf die Summe von 104,297 Franken 50 Centimen durch ein Decret vom 22ten August 1810 bestimmt worden.

Fr. C. Thal
Report.. 9,712 50. 2,500

qu'ici dans une partie du Royaume par les nouveaux mariés sur leurs dots, et qui sera payé dorénavant par tous les Israélites du Royaume qui se marieront après la date du présent décret, évalué à..... 3,885 " 1,000

2° Au moyen d'une contribution fixe de 32 centimes (deux gros) par famille et par semaine, ou 16 francs 43 cent. (4 thal. 8 gros) par an, à compter du 1^{er} janvier de l'année courante, et dont le produit est évalué à..... 42,735 " 11,000

Contribuera comme famille, quiconque à un établissement séparé, quoiqu'il ne soit pas marié, et nul n'en sera exempt que ceux qui justifieront de leur indigence aux syndics et répartiteurs mentionnés en l'art. 4.

3° Par une contribution variable également perçue par famille ou individu séparé, proportionnelle aux facultés de chaque famille et

Fr. C. Rthlr.
Transport 9712 50. 2500

welches bisher in einem Theile des Königreiches von den jungen Eheleuten erlegt wurde, und für die Zukunft von allen Israeliten im Königreiche, die nach dem Tzage des gegenwärtigen Decrets in den Ehestand treten werden, bezahlt werden soll, angeschlagen zu 3885 " 1000

2) durch eine bestimmte Steuer, welche von jeder Familie wöchentlich mit 32 Ct. (2 Ggr.) oder jährlich mit 16 Fr. 43 Ct. (4½ Rthlr.) vom 1^{ten} Januar d. J. an aufzubringen ist, nach mutmaßlicher Schätzung 42,735 " 11,000

Ein Jeder, welcher seinen eigenen Haushalt führt, ist, wenn er auch unverheirathet ist, verbunden, diese Familiensteuer zu entrichten, und es sind nur diejenigen ausgenommen, welche ihr Unvermögen bei den im 4ten Artikel genannten Syndiken und Vertheilern gehörig darthun können.

3) durch eine unbestimmte Steuer, welche ebenfalls von jeder Familie, und von allen Individuen, die ihre eigene Wirthschaft führen,

Bulletin. Tome IV.

	Fr.	C.	Thal.
Report...	56,332	50.	14,500

dont le produit est évalué			
à.....	69,930	"	18,000

TOTAL...	126,262	50.	32,500
----------	---------	-----	--------

En conséquence la recette totale applicable aux dépenses dont il s'agit, est fixée, pour l'année courante, à la somme de cent vingt-six mille deux cent soixante-deux francs cinquante centimes (32,500 thalers).

ART. 3. L'excédant disponible présumé de 7122 francs 50 centimes (1833 thalers) servira 1° à couvrir les non-valeurs; 2° à acquitter les traitements dus aux membres du consistoire pour 1808. Le surplus, s'il y en a, sera tenu en réserve pour l'année 1810.

ART. 4. La double contribution établie par l'art. 2, sera répartie entre les communautés par le consistoire, et entre les familles par les syndics surveillants, créés pour chaque arrondissement.

Ces syndics seront aidés dans la sous-répartition par des répartiteurs que le consistoire nommera sur leur présentation parmi les Israélites les mieux famés de chaque communauté.

ART. 5. Les rôles de sous-répartition entre les familles seront examinés et rendus exécutoires par les préfets, d'après l'avis des sous-préfets, qui en conféreront préalablement avec les maires respectifs.

A cet effet, les syndics surveillants communiqueront aux sous-préfets les bases de la sous-répartition, et celles qu'ils auront suivies pour la fixation du *maximum* et du *minimum* des cotes de la contribution proportionnelle.

	Fr.	C.	Rthlr.
Transport	56,332	50.	14500

nach Maaßgabe ihres Vermögens, erhoben werden soll, im Ertrage geschätzt zu	69,930	"	18,000
---	--------	---	--------

Hauptsumme	126,262	50.	32,500
------------	---------	-----	--------

Demnach belauft sich die gesammte Einnahme, welche zur Deckung der genannten Ausgaben für das laufende Jahr bestimmt ist, auf die Summe von 126,262 Fr. 50 Ct. (32,500 Rthlr.).

Art. 3. Der muthmaßliche disponible Ueberschuß von 7122 Fr. 50 Ct. (1833 Rthlr.) soll folgendergestalt verwendet werden: 1) zur Deckung der Ausfälle und 2) zur Bezahlung der den Mitgliedern des Consistoriums vom Jahre 1808 noch gebührenden Besoldungen. Der etwaige Ueberrest aber soll für das Jahr 1810 aufbewahrt werden.

Art. 4. Die durch den 2ten Artikel verordnete zweifache Steuer soll vom Consistorium auf die Gemeinden, und durch die für jeden Bezirk bestellten Synbiken auf die Familien vertheilt werden.

Es sollen bei diesem Geschäfte zur Assistenz dieser Synbiken auf ihren Vorschlag Vertheiler vom Consistorium ernannt werden, welche aus den würdigsten Mitgliedern jeder israelitischen Gemeinde zu nehmen sind.

Art. 5. Die Listen der Vertheilung unter die Familien sollen von den Präfecten auf das, ihnen von den Unterpräfecten vorgelegte, und von diesen mit Zustimmung der Maires aufgesetzte Gutachten geprüft und für vollstreckbar erklärt werden.

Zu diesem Ende sind die Synbiken gehalten, den Unterpräfecten die Grundsätze mitzutheilen, wonach sie sowohl bei der einzelnen Vertheilung, als bei der Bestimmung des *Maximum* und *Minimum* in Hinsicht auf diese Besteuerung verfahren haben.

ART. 6. Les dispositions de notre décret du 3 septembre 1808, relatif au mode de perception de la contribution foncière, sont applicables au recouvrement des rôles rendus exécutoires par les Préfets sur la réquisition des syndics, s'il y a lieu à la contrainte.

ART. 7. Les deniers seront perçus par les syndics, qui seront responsables et en feront l'emploi prescrit par le présent, d'après les ordres du consistoire.

ART. 8. Lesdits syndics rendront tous les trois mois, au consistoire et au préfet de leur département, compte de la perception de l'emploi des sommes qu'ils auront recouvrées.

ART. 9. Indépendamment des comptes de trimestre prescrits par l'article précédent, les syndics rendront un compte annuel au consistoire et au préfet, qui l'arrêteront. Le consistoire et le préfet rendront aussi un compte annuel à notre Ministre de l'intérieur, qui l'arrêtera également.

ART. 10. Notre Ministre de l'intérieur réglera, après avoir pris l'avis du consistoire, toutes les dispositions relatives à la perception, administration, emploi et comptabilité des fonds désignés en l'art. 2 ci-dessus.

ART. 11. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Art. 6. Die Verfügungen Unseres Decrets vom 3ten September 1808, die Grundsteuer-Erhebung betreffend, sind auf die Beitreibung der durch die Präfecten für executorisch erklärten Listen bei etwa erforderlichen Zwangsmitteln auf Ersuchen der Syndiken anwendbar.

Art. 7. Die Syndiken sollen die Geiber erheben, sind für dieselben verantwortlich, und haben solche nach Vorschrift des gegenwärtigen Decrets auf Verfügung des Consistoriums zu verwenden.

Art. 8. Alle drei Monate haben die Syndiken dem Consistorium und dem Präfecten ihres Departements von der Erhebung und Verwendung der eingenommenen Summen Rechnung abzulegen.

Art. 9. Die Syndiken haben, außer der nach Vorschrift des vorhergehenden Artikels alle drei Monate abzulegenden Rechnung, auch jährlich dem Consistorium und dem Präfecten eine Rechnung vorzulegen, welche diese abschließen. Das Consistorium und der Präfect sind dagegen gehalten, die Jahresrechnung zu deren endlichem Abschlusse gleichmäßig an Unsern Minister des Innern einzusenden.

Art. 10. Unser Minister des Innern wird, nach ein-
gezogenem Gutachten des Consistoriums, alle nöthigen Verfügungen, in Betreff der Erhebung, Verwaltung, Verwendung und Berechnung der in dem 2ten Artikel genannten Aufkünfte, treffen.

Art. 11. Unser Minister des Innern ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secrète,
Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

E T A T

*Des dépenses des communautés Israélites,
pour l'acquit des frais du culte, de l'admini-
stration intérieure et des écoles, pendant
l'année 1809.*

§. 1. *Dépenses du culte et d'administration.*

Consistoire général.

	Fr.	C.	Thal.	Gr.
1 ^o Traitement des membres du consistoire.....	12,626	25.	3,	250
2 ^o Frais de premier établis- sement.....	5,827	50.	1,	500
3 ^o Frais de bureau, com- prenant le traitement d'un archiviste, d'un caissier, d'un huissier, etc.....	2,007	25.	516	16

Rabbins et Adjoints.

1 ^o Traitement de 14 rab- bins et adjoints.....	20,202	„	5,	200
2 ^o Frais de voyage et de premier établissement, y compris ceux d'un grand nombre de maîtres d'é- cole.....	5,827	50.	1,	500
3 ^o Pension de retraite à des rabbins que l'âge oblige à cesser leurs fonctions....	5,827	50.	1500	

TOTAL... 52,318 „ 13,466 16

V e r z e i c h n i s s

der Ausgaben der israelitischen Gemeinden, welche
zur Bezahlung der Kosten des Gottesdienstes,
der innern Verwaltung und der Schulen auf das
Jahr 1809 erforderlich sind.

§. 1. *Kosten des Gottesdienstes und
der Verwaltung.*

General : Consistorium.

	Fr.	Cent.	Rthlr.	gGr.
1) Gehalt der Mitglieder des Consistoriums	12,626	25.	3250	„
2) Kosten der ersten Einrichtung	5827	50.	1500	„
3) Bureau : Kosten, mit Inbe- griff des Gehaltes für einen Archivar, Cassirer, Bedell etc.	2007	25.	516	16

Rabbiner und Adjuncte.

1) Gehalt für 14 Rabbiner und Adjuncte	20,202	„	5200	„
2) Reisekosten und Kosten der ersten Einrichtung, mit Inbe- griff derjenigen für eine große Anzahl Schulmeister	5827	50.	1500	„
3) Pensionen für Rabbiner, die wegen Alters ihrem Dienste nicht mehr vorstehen können .	5827	50.	1500	„

Uebertrage 52,318 „ 13,466 16

Août 1809.

	Fr.	C.	Thal.	Gr.
Report.....	52,318	»	13,466	16

Syndics surveillants.

Pour quelques menus frais
accordés aux 39 syndics
qui ne touchent aucun
traitement 3,885 » 1,000

§. 2. *Frais des écoles.*

1° Traitement des 80 maî-
tres d'école répartis sur
les 270 communes où il
se trouve des Israélites..... 19,425 » 5,000

Les frais de premier
établissement sont com-
pris dans la somme de
1500 thalers accordée
aux rabbins.

2° Pour l'entretien ou éta-
blissement des écoles et
instituts d'éducation, y
compris un séminaire.... 38,850 » 10,000

3° Pour secours aux jeunes
Israélites, qui, au sortir
des écoles, veulent em-
brasser un état, ou s'ap-
pliquer à un métier. ... 3,885 » 1,000

4° Fournitures pour les
écoles, consistant en im-
pression, reliures, papier,
etc 777 » 200

TOTAL... 119,140 » 30,666 16

August 1809.

	Fr.	Cent.	Rthlr.	Ggr.
Transport 52,318	»	13,466	16	

Syndiken.

Für einige kleine Kosten, welche
den 39 Syndiken, die keine
Gehalte beziehen, verwilligt
sind 3885 » 1000 »

§. 2. *Schulkosten.*

1) Gehalt für 80 Schullehrer,
welche in den 270 Gemeinden,
worin sich Israeliten aufhal-
ten, vertheilt sind 19,425 » 5000 »

Die Kosten der ersten Ein-
richtung sind unter der den
Rabbinern verwilligten Sum-
me von 1500 Rthlr. mitbe-
griffen.

2) Zur Unterhaltung oder Ein-
richtung der Schulen und Er-
ziehungsanstalten, mit Ein-
schluß eines Seminariums. 38,850 » 10,000 »

3) Zur Unterstützung junger Is-
raeliten, welche bei ihrem Ab-
gange von der Schule sich ei-
nem Stande widmen oder ein
Handwerk ergreifen wollen. 3885 » 1000 »

4) Für Schulbücher, Druckfo-
sten und Schreibmaterialien
etc. zum Behuf der Schulen. 777 » 200 »

Totalsumme 119,140 » 30,666 16

(Bin No 40.) DÉCRET ROYAL qui supprime le collège de Commerce de Cassel, et charge le juge-de-peace du canton où se tient la foire, et pendant sa tenue, de la connaissance des litiges survenus entre marchands.

Au Château de Napoleonshöhe, le 26 août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Vu l'article 7 du titre dernier de notre décret du 27 janvier 1808 (1), ainsi conçu: „Les tribunaux de commerce continueront leurs fonctions avec toutes les attributions dont ils jouissent, jusqu'à ce que nous y ayons pourvu; „

Considérant que le collège de commerce établi à Cassel, n'y était que le tribunal des deux foires tenues dans cette ville; que le très-petit nombre de contestations auxquelles elles peuvent donner lieu seront aussi promptement et aussi facilement décidées par la justice de paix, que par un tribunal spécial;

Sur le rapport de notre Ministre de la justice, Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er} Le collège de commerce établi dans notre bonne ville Cassel, est et demeure supprimé.

ART. 2. Les litiges qui pourront survenir pendant la tenue des foires, à leur occasion, entre marchands et négociants, seront portés au juge-de-peace du canton où se tient la foire.

ART. 3. Il prononcera sans appel jusqu'à la valeur de cent quarante-huit francs.

Ces jugements dans les causes au-dessus de cette

(1) Voyez page 388 du 1^{er} volume, art. 62.

(Bin. Nr. 40.) Königliches Decret, welches das Commerzcollegium zu Cassel aufhebt und die Verurtheilung der während der Messzeit und in Beziehung auf die Messe zwischen Handelsleuten entstehenden Streitigkeiten dem Friedensrichter des Cantons, worin jene gehalten wird, aufträgt.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 26ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, nach Ansicht des 7ten Artikels des letzten Titels Unseres Decrets vom 27ten Januar 1808, welcher so lautet: „Bis auf anderweite Verfügung fahren die Handelsgerichte fort, ihre Amtsverrichtungen in deren ganzen bisherigen Umfange auszuüben; (1)

in Erwägung, daß das zu Cassel bestehende Commerzcollegium nur ein Gericht für die beiden in dieser Stadt gehaltenen Messen war, daß die sehr geringe Anzahl von Streitigkeiten, zu welchen dieselben Veranlassung geben können, eben so schnell und eben so leicht von dem Friedensgerichte, als von einem besondern Tribunal, werden entschieden werden;

auf den Bericht Unseres Ministers der Justiz, verordnet und verordnen:

Art. 1. Das in Unserer guten Stadt Cassel bestehende Commerzcollegium wird hiermit aufgehoben.

Art. 2. Die Streitigkeiten, welche während der Messe und bei deren Gelegenheit unter Kauf- und Handelsleuten etwa entstehen, sollen vor den Friedensrichter des Cantons, worin die Messe gehalten wird, gebracht werden.

Art. 3. Derselbe soll ohne Appellation bis zu dem Betrage von hundert acht und vierzig Franken erkennen, und dessen Urtheile sollen in den Sachen über diese Summe

(1) S. Seite 389 des ersten Bandes, Artikel 62.

valeur seront exécutoires sans donner caution, si l'objet contentieux n'excède pas trois cents francs.

Si l'objet est d'une plus grande valeur, il pourra, conformément à l'art. 385 du Code de procédure civile, ordonner à la demande de la partie intéressée, l'exécution provisoire à charge de donner caution.

ART. 4. Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin N^o 40.) DÉCRET ROYAL portant que les veuves des militaires, qui auraient obtenu une pension, cesseront d'en jouir si elles se remarient.

Au Château de Napoléonshöhe, le 26 août 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Considérant que notre décret du 10 novembre 1808, sur les soldes de retraite et les pensions à accorder aux veuves des militaires et à leurs enfants, n'a pas statué sur le cas où ces veuves se remarieraient;

Sur le rapport de notre Ministre de la guerre, Nous avons décrété et décrétons:

ART. 1^{er}. Les veuves des militaires et des membres de l'administration militaire qui auraient obtenu une pension, conformément à notre décret du 10 novembre 1808, et qui se remarieront, cesseront de jouir de ladite pension, à compter du jour de leur nouveau mariage.

ART. 2. Leurs enfants, à qui il aurait été accordé

ohne Sicherheitsleistung vollstreckbar seyn, wenn der freitige Gegenstand nicht dreihundert Franken übersteigt.

Ist der Gegenstand von größerem Werthe, so kann der Friedensrichter, in Gemäßheit des 385ten Artikels der bürgerlichen Proceßordnung, auf das Gesuch der interessirten Partei, die vorläufige Vollstreckung nur gegen bestellte Sicherheit verfügen.

Art. 4. Unser Minister der Justiz ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes beauftragt.

Unterschrieben, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,

Unterschrieben, Graf von Fürstenstein.

(Bin Nr. 40.) Königliches Decret, welches verordnet, daß die Wittwen der Militärpersonen, die eine Pension erhalten haben, solche verlieren sollen, wenn sie sich wieder verheirathen.

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 26ten August 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, rc.

haben, in Erwägung, daß Unser Decret vom 10ten November 1808 über den, den Wittwen und Kindern der Militärpersonen zu bewilligenden, Ruhestandsgehalt und Pension nichts für den Fall festgesetzt hat, wenn diese Wittwen sich wieder verheirathen würden; auf den Bericht Unseres Kriegsministers, verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Wittwen der Militärpersonen und der Beamten der Militärverwaltung, denen in Gemäßheit Unseres Decrets vom 10ten November 1808 eine Pension zuerkannt ist, und die sich wieder verheirathen, hören auf, die besagte Pension zu genießen, und zwar von dem Tage ihrer Wiederverheirathung an.

Art. 2. Ihre Kinder, welchen nach dem eben angeführten Decrete ein Hülfsgeld bewilligt worden ist,

un secours d'après le décret sus-mentionné, continueront d'en jouir jusqu'à ce qu'ils aient atteint dix-huit ans accomplis, mais il cessera d'être payé aux mères, si elles se remarient, dans le cas où elles ne seraient pas conservées tutrices; et alors les tuteurs qui seront nommés, auront qualité pour recevoir le secours revenant aux enfants.

ART. 3. Les tuteurs administreront lesdits secours de la même manière que l'héritage de leurs pupilles, aux conditions qui leur sont imposées par le Code civil.

ART. 4. Notre Ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. Le Ministre Secrétaire d'Etat,
Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(Bin. N^o 42.) DÉCRET ROYAL qui accorde aux Receveurs-généraux une remise pour le recouvrement de l'emprunt de vingt millions (1).

Au Château de Napoléonshöhe, le 2 septembre 1809.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Considérant que le recouvrement des soumissions faites pour l'emprunt autorisé par notre décret du 19 octobre 1808, a occasionné des travaux extraordinaires aux receveurs-généraux de cette perception, et voulant leur accorder une indemnité pour cet objet;

Sur le rapport de notre Ministre des finances,
Nous avons décrété et décrétons :

(1) Un décret du 17 mai 1811 accorde aux receveurs-généraux la même remise sur le recouvrement de l'emprunt complémentaire de dix millions.

genießen dasselbe bis zu ihrem vollen achtzehnten Jahre fort; allein es hört auf, an die Mütter gezahlt zu werden, sobald sich diese wieder verheirathen und falls sie nicht als Vormünderinnen beibehalten werden; und alsdann haben die ernannten Vormünder das Recht, das den Kindern zukommende Hülfsgeld in Empfang zu nehmen.

Art. 3. Die Vormünder haben das genannte Hülfsgeld auf dieselbe Weise zu verwalten, wie die Erbschaft ihrer Mündel, nach den ihnen in dieser Hinsicht im Gesetzbuche Napoleons ertheilten Vorschriften.

Art. 4. Unser Kriegsminister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbülletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschieden, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. Der Minister Staats-Secretär,
Unterschieden, Graf von Fürstenstein.

(Bin. Nr. 42.) Königliches Decret, welches den mit der Erhebung der Anleihe von zwanzig Millionen Franken beauftragten Ober-Einnehmern Procente bewilligt (1).

Im Schlosse zu Napoleonshöhe, am 2ten September 1809.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, in Ermägung, daß die Erhebung der Beiträge zu der durch Unser Decret vom 19ten October 1808 genehmigten Anleihe den mit jener beauftragten Ober-Einnehmern außerordentliche Arbeiten verursacht hat, und in der Absicht, ihnen in dieser Hinsicht eine Entschädigung zuzufügen zu lassen;

auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen,
verordnet und verordnen :

(1) Dieselben Procente sind den Ober-Einnehmern für die Erhebung der Eradungs-Anleihe von zehn Millionen durch ein Decret vom 17ten Mai 1811 bewilligt worden.